



Conseil d'Orientation Politique

Cahier de Débat – Avril 2012

La participation gouvernementale ?

Lors de sa réunion du 17 Mars, le Conseil d'Orientation Politique a acté l'idée d'un cahier de débat visant à proposer aux membres du Conseil Fédéral des éléments de réflexion sur le sujet de la participation gouvernementale avant la tenue du prochain Conseil Fédéral du 7 et 8 Mai.

Une demande de contribution a été adressée aux Membres du COP, à des parlementaires, à d'anciens ministres, à des « experts » des expériences écolos d'autres pays, ainsi qu'à des compagnons de route.

Nous avons reçu une quinzaine de contributions que nous vous livrons ici par ordre alphabétique

Le bureau provisoire du COP : Eric Belistan, Géraldine Chalencon, Alain Coulombel, Eric Loiselet, Anne Souyris, Marie Toussaint

Le 19 avril 2012

Contributions

- **P3** : *L'indépendance du parti et la participation gouvernementale* par Françoise Alamartine
- **P5** : *2012/2014 : amorcer une étape nouvelle dans la dynamique de l'écologie politique en France.* par Jacques Archimbaud, Emmanuelle Cosse, Patrick Franjou, Sandrine Rousseau
- **P13** : *Où être le plus efficace pour la transition écologique ?* Par Denis Baupin
- **P18** : *Des écologistes au gouvernement pour quoi faire ?* Par Jacques Boutault
- **P20** : *14 thèses pour la participation au gouvernement* par Yves Cochet
- **P23** : *Participer ou ne pas participer ?* Par Alain Coulombel
- **P25** : *Quand faut y aller, faut y aller...* par Guillaume Duval
- **P27** : *Déconstruire 5 Arguments* par Patrick Franjou
- **P29** : *Réflexions sur la participation des écologistes au gouvernement* par André Gattolin
- **P34** : *Contribution à la réflexion sur une éventuelle participation gouvernementale - Éléments d'expériences ailleurs en Europe* par Edouard Gaudot
- **P36** : *Pas de participation gouvernementale sans accord de gouvernement* par Jérôme Gleizes
- **P38** : *Après le triple reflux (d'idées, de projets et d'image) des présidentielles, la cohérence passe par la participation au gouvernement* par Serge Guerin
- **P41** : *Sur la participation d'EELV à un gouvernement* par Erwan Lecœur
- **P46** : *sur la participation gouvernementale* par Motion ECOLO 2009
- **P47** : *Pour une stratégie de reconquête* par Laurent Audouin, David Belliards, Delphine Bonnet, Pascal Canfin, François Desriaux, Agnes Michel, Christophe Najdovski, Jean-Philippe Pillemand, Sandrine Rousseau, Eva Sas
- **P49** : *Une participation gouvernementale des écologistes aux gouvernements de François Hollande peut-elle permettre d'accroître la place de l'écologie politique en France?* Par Lucile Schmid

L'indépendance du parti et la participation gouvernementale

Par Françoise Alamartine

Comme nous l'avons expérimenté depuis que nous avons des élu-es, leurs positions peuvent parfois apparaître comme différentes de celles du parti, ce qui n'est pas sans créer incompréhensions et polémiques. Pourtant, ces divergences sont normales, elles tiennent aux différences de statuts, de situations de chacun. Les élu-es sont amenés à faire des compromis (c'est net avec les eurodéputé-es, obligé-es par le fonctionnement même du parlement européen de travailler les consensus et dissensus). Ils doivent composer avec leur partenaires, voire leur majorité et la « solidarité » qui va avec (et dont il faudrait, d'ailleurs, discuter). Cela va être le cas des futurs député-es et, bien sûr, si nous participons au gouvernement, des ministres. Cela ne devrait pas poser problème à condition que chacun, élu-es et parti, tienne son rôle.

Il est nécessaire que les élu-es reconnaissent les limites que leur impose leur participation à des majorités et que les militants l'admettent sans les condamner, mais sans renier pour autant leurs positions. Et que le débat entre les deux soit permanent. Il est indispensable que les compromis (et non des compromissions, pour reprendre une formule célèbre) soient explicitement identifiés comme tels, et ne se confondent pas avec la politique du mouvement. Pour ce faire, maintenir l'autonomie du parti est indispensable, dans sa réflexion, son fonctionnement, sa parole. En effet, s'il y a confusion, ce sera la parole des élu-es (à fortiori des membres du gouvernement) qui sera entendue, privilégiée et reprise par les médias. Il n'est, alors, guère crédibles qu'ils puissent souligner les insuffisances ou erreurs de la politique menée par un gouvernement ou une majorité à laquelle ils participent (sauf à démissionner).

C'est au parti, et à la coopérative, de défendre l'écologie politique dans sa globalité. C'est à eux qu'il revient de développer d'éventuelles critiques (constructives, bien sûr) de la politique gouvernementale. A eux, encore, d'être en capacité de se faire le relai des mouvements sociaux que peuvent entraîner les crises auxquelles va se confronter le futur gouvernement. Ainsi, le parti pourra-t-il jouer son rôle de soutien à ses élu-es.

L'expérience de la participation gouvernementale de 1997 souligne l'importance pour le parti de conserver cette autonomie. Je prendrai un seul exemple, emblématique. Face aux grèves massives qui ont vu la démission du ministre de l'éducation, Allègre, les réactions des députés furent problématiques et celles du parti trop lentes. Il s'agissait de ne pas « gêner » le gouvernement. Or, cet épisode a participé à l'échec de Jospin au premier tour de la présidentielle, en particulier avec la perte de l'électorat traditionnel de l'éducation nationale, ce qui n'était pas rien, vu le peu de voix qui ont manqué. Certes, une pression des Verts, parti et élus, n'aurait peut-être pas bouleversé les résultats. Mais on peut quand même penser qu'accélération la démission du ministre, elle pouvait limiter le discrédit du gouvernement dans ce secteur (et, ce qui n'est pas négligeable, donner du crédit aux Verts) !

Pour permettre cette autonomie, il faut renforcer la séparation des pouvoirs à l'intérieur du parti et redonner une place décisive aux adhérents et coopérateurs; par exemple :

- le conseil fédéral doit assurer son rôle de parlement décisionnel, où se définit et se discute une stratégie, ce qui demande une réorganisation de sa préparation et de ses débats;
- le bureau du CF doit suivre l'application des décisions du CF et en rendre compte ;
- les conseillers doivent redevenir les portes paroles de leurs régions, leurs mandants devant être tenus informés et consultés régulièrement ;

Le Bureau Exécutif doit être le garant de l'indépendance du parti. Toute décision importante doit être

soumise aux adhérents et coopérateurs.
ETC.

Nous avons voulu échapper aux dérives des partis traditionnels, avons instauré des règles se voulant démocratiques, paritaires, sans cumuls, respectant minorités et proportionnelle, innovant à travers la coopérative. Mais où en sommes nous aujourd'hui ?

En participant au gouvernement, sans être capables de faire vivre nos règles de fonctionnement, sans être capables d'en inventer d'autres, nous deviendrons un parti d'élu-es, PRGisé par la Vème république et les modes de scrutin, mais aussi par nos propres faillites.

Pour écouter les chants des sirènes sans pour autant se noyer, il faut accepter, comme Ulysse, de s'attacher.

2012/2014 : amorcer une étape nouvelle dans la dynamique de l'écologie politique en France.

Par Jacques Archimbaud. Emmanuelle Cosse. Patrick Franjou, Sandrine Rousseau

Comme mouvement écologiste de transformation sociale et démocratique, confronté à chaque étape de notre parcours à des choix difficiles, nous devons sans cesse nous poser la question :

« En fonction de la situation actuelle, à partir de ce que ne veulent plus nos concitoyens mais aussi de ce qu'ils ne veulent pas ou ne peuvent pas encore, à partir de ce qui est possible et impossible dans la société à court et moyen terme, qu'est ce qui est bon pour la planète ? Qu'est ce qui améliore le sort de notre pays et de notre société ? Qu'est ce qui fait avancer au maximum la cause que nous défendons ? Quelle est la meilleure façon d'aller dans la bonne direction ? »

C'est l'analyse concrète de la situation concrète et non le placage d'abstraites généralités qui doit nous guider pour opérer ces choix, c'est ce qu'il convient de faire lors de notre débat au Conseil fédéral pour décider de notre stratégie pour la période 2012/2014.

Un contexte global très instable

Comme la presque totalité des pays « développés » du Nord, la France est faut-il le rappeler, secouée par un ensemble de crises dont les causes et les conséquences se cumulent et s'entretiennent.

Le capitalisme restructuré est profondément désordonné : la finance et la rente dominant au détriment de l'industrie et du commerce, les ateliers du monde se sont délocalisés, les centres d'influence et de commandement se sont déplacés, la hiérarchie des classes dirigeantes s'est recomposée autour des impératifs de violence, de rapidité et d'efficacité sur le court terme. Les Etats pris isolément ayant perdu leur capacité régulatrice sur l'action des nouveaux propriétaires du monde, **le système paraît à ce stade livré à lui-même sans commandement unifié ni gouvernance globale.**

Les sociétés de consommation ont été de leur côté déstabilisées dans leur fonctionnement et dans leur imaginaire du progrès social : le salariat a été précarisé non seulement dans la classe ouvrière de l'industrie traditionnelle mais désormais aussi dans la fonction publique ; l'efficacité de la protection sociale collective est interpellée; les usages et la répartition des temps de vie échappent à la négociation; les classes moyennes sont fragilisées ; une énorme fraction de la population a été plongée dans la grande pauvreté, et la consommation à crédit provoque le surendettement ; les services publics et en premier lieu le service de sécurité se trouvent gravement paupérisés. **Il n'y plus de figure sociale mythique ou d'institution idéale incarnant de manière consensuelle à elles seules le progrès ou le sens de l'histoire.**

Concomitante de l'accélération de toutes ces dérives du productivisme depuis 25 ans, mais résultat des 150 ans de pillage forcené de la nature, les symptômes majeurs de la crise écologique sont là : catastrophes liées la crise climatique, explosion des coûts consécutifs à l'épuisement de la ressource naturelle, recul pour la première fois dans l'histoire de l'humanité des surfaces arables dans le cadre notamment du processus d'urbanisation du monde, pression forte de la demande des économies du sud en énergie, en matières premières et en objets de consommation.

Avant d'être considérée comme une opportunité pour prendre une autre direction, l'épuisement de la planète et la capacité d'autodestruction de l'humanité s'aperçoivent et s'installent en toile de fond, comme une menace supplémentaire pour tous.

Géopolitiquement enfin, la poursuite des menaces d'affrontement est/ouest, les pressions terroristes sur les zones de transit des matières premières et les facteurs de déflagration nées de foyers régionaux de conflit, ne contribuent à décrier ni les relations internationales ni le climat interne dans les démocraties. **Au contraire, c'est plutôt les logiques conservatrices, populistes et chauvines (ou certaines formes d'extrémisme religieux) qui s'imposent, y compris dans les pays les plus récemment sortis des dictatures.**

Un contexte français particulièrement dégradé.

A ces enchaînements constatés partout et qui pèseront fortement dès le début de la prochain quinquennat, la dérive sarkoziste a ajouté chez nous des facteurs de stress supplémentaires : ultra-libéralisme contra cyclique, aggravation des déficits par assèchement et autoréduction de la ressource fiscale, style de pouvoir cynique et ouvertement clientéliste, logique sécuritaire, politiques xénophobes, rejet de l'Europe.

Elle a produit en France, à l'instar du berlusconisme en Italie, une inquiétude morale et démocratique particulière, un délitement spécifique du lien social dont l'abandon des banlieues et la multiplication des affaires de corruption sont aux deux bouts de la chaîne sociale de forts symboles.

La dégradation de tous les indicateurs, l'échec en matière de chômage, la poussée des déficits, la montée généralisée de la violence, ont abouti à une forte crise de légitimité du gouvernement dans la population : une partie des classes dirigeantes redoutent l'instabilité et les conflits inévitablement produits par les excès des politiques actuellement mises en œuvre, tout comme la perte d'image et d'influence française.

L'épuisement d'une partie de « ceux d'en haut » se combine à l'exaspération de « ceux d'en bas ».

La probabilité d'une alternance politique dans les semaines qui viennent est devenue ainsi très forte.

Compte tenu à la fois des tendances lourdes de la période et des facteurs nationaux, cette alternance se présente dans des conditions particulièrement difficiles. Tout raisonnement qui plaquerait les schémas antérieurs, par exemple ceux du début des années 80 ou 90 du siècle précédent sur la France de 2012, serait en grave décalage avec la réalité.

De très grandes incertitudes économiques et sociales au début de l'alternance

La tâche de ceux qui hériteront des manettes du pouvoir apparaît extrêmement lourde, tant les incertitudes sont grandes sur à peu près tous les plans : dérapage des finances publiques et des comptes sociaux, risques de poussée spéculatives sur la dette française, possibilité de crise bancaire et boursière majeure, faillites et vagues de licenciements retenus jusqu'à l'élection, poursuite d'un niveau élevé de chômage.

La capacité à dégager des marges de manœuvre, fiscales notamment, pour tout à la fois réduire les déficits, redonner un peu d'air égalitaire au pays, engager les investissements de l'avenir, est subordonnée à des incertitudes que personne ne maîtrise à ce stade du processus.

D'autant plus que la droite sociale sera d'emblée en embuscade : la capacité de nuisance et de pourrissement des lobbies est à cette heure absolument intacte (santé, travaux publics, transports routiers pétrole, nucléaire, bénéficiaires des niches fiscales...) Elle s'appuie sur un noyautage des médias qui ne bougera pas de sitôt.

Quant à la droite politique, après les inévitables moments de règlement de compte, elle finira par régler ses problèmes de leadership, elle recomposera inévitablement, dans une nouvelle formule fédérative, ses trois composantes traditionnelles : centristes, néogaullistes libéraux conservateurs, et droites nationales populistes. Elle se préparera d'autant plus rapidement à la reconquête du pouvoir local dès 2014, qu'elle a fait il y a un certain temps déjà sa mue générationnelle.

Enfin, comme chaque fois dans cette situation, *la montée d'un activisme renforcé et de dérives violentes à l'intérieur de l'extrême droite*, celle-ci étant soit écartée du pouvoir, soit intégrée aux réseaux de la droite officielle, ne sont pas non plus à écarter.

La réforme modeste et la modération érigées en principes socialistes de gouvernement

Dans ce contexte, le **Parti Socialiste**, qui s'apprête à conquérir le pouvoir avec 30% des voix au premier tour de la présidentielle, pourrait bien être pour la première fois majoritaire dans toutes les institutions de la République...

Dirigeant toutes les collectivités, appuyées sur un puissant réseau d'élus et de collaborateurs capable de rassembler de grandes foules, il reste cependant en relation intermittente avec le tissu des acteurs associatifs ou syndicaux et avec les intellectuels et les chercheurs.

Après 10 ans d'opposition, il aura reconstruit sa victoire sur le rejet du sarkozisme et sa crédibilité sur la promesse prudente d'un retour de la France à la normalité, c'est à dire dans les faits d'un retour à la situation d'il y a une dizaine d'années.

Traditionnellement porteur du schéma antérieur des sorties de crises par le retour d'une croissance désormais assez hypothétique, le Parti socialiste sait bien que la dynamique de relance par la consommation des classes populaires se heurterait cette fois, à la différence des situations précédentes, à un très fort niveau d'endettement public et à des déséquilibres extérieurs quasiment critiques.

Incapable par les limites de sa culture politique et de sa base sociale de penser la crise écologique, porté par une large fraction de la technocratie d'état qui espère trouver en lui un moyen de reconquérir des espaces perdus sous les gouvernements antérieurs, devenu finalement un simple mais puissant parti d'opinion, le Parti socialiste a en fait une stratégie simple : **une gestion modérée en attente des jours meilleurs.**

Encadrement de la finance et de la spéculation aligné sur les autres pays démocratiques, réforme fiscale allant dans le sens de moins d'injustice, équilibres moins défavorables au travail dans sa relation au capital, tentative de relance des protections collectives de base, meilleure prise en compte des urgences liées à la grande pauvreté, création d'emplois aidés, relance éducative, relativisation de la place du nucléaire, modernisation et moralisation de la gouvernance dans la cadre de la Ve république, affirmation d'une politique plus européenne, telle sera en cas d'alternance, l'orientation prévisible de ce parti au gouvernement.

Telle est en tout cas la direction affichée par le calendrier des mesures annoncées pour la première année.

On aurait tort de croire qu'elle permettra de sortir durablement des crises et a fortiori d'impulser à elle seule l'amorce d'un fort virage écologique.

Mais on aurait tort aussi de croire que cette politique serait forcément vouée à l'échec voire à l'effondrement, qu'elle ne provoquerait aucun effet sensible positif sur les conditions de vie de nos concitoyens ou sur l'ambiance générale de notre société dans la période qui vient.

Tenir la ligne de crête entre les promesses et la maîtrise des contraintes sera cependant d'autant plus acrobatique que les frustrations nombreuses se sont accumulées depuis des années dans la société française et qu'elles ne manqueront pas de s'inscrire vite à l'agenda social. .

Il y a d'abord celles dont témoigne la poussée du Front de gauche dans la continuité du non de 2005.

Elles correspondent au sentiment de maltraitance ressentie à juste titre dans toute une série de **groupes salariés traditionnels** dont les conditions de vie et de leadership se sont fortement dégradées depuis 10 ans dans la société française : fonctionnaires, enseignants, diffuseurs culturels, employés diplômés, travailleurs de la justice ou de la santé, travailleurs sociaux, techniciens.

Tous se perçoivent comme supplantés ou accablés par le mépris des néo-technocraties ou par les nouvelles classes moyennes supérieures ou indépendantes produites par les évolutions sociales de ces 25 dernières années.

A quoi s'ajoutent les angoisses et la révolte d'une partie de la jeunesse diplômée très fortement précarisée.

Au cours du quinquennat, la création d'emplois, la distribution de pouvoir d'achat supplémentaire, des mesures globales de revalorisation professionnelle et statutaire de ces catégories, ne pourront pas être ignorées ni différées longtemps.

Il y a ensuite toutes les revendications accumulées chez les pauvres de la société urbaine et que porte la gauche sociale radicale : mal-logement, exclusion des soins, chômeurs et précaires, étrangers sans-papiers, victimes des maladies professionnelles. Tous ces mouvements vont se faire légitimement plus pressants.

Dans les deux cas, des gestes forcément coûteux seront nécessaires pour répondre aux urgences, des investissements forts seront nécessaires pour engager les politiques de long terme, par exemple en matière de logement d'éducation et de santé,

Mais des réponses innovantes sont possibles pour poser dans d'autres termes la question de gains véritables de pouvoir d'achat à travers des gains écologiques, des gaspillages évités, l'accès à des formes nouvelles de consommation. .

Il y a enfin à ce stade encore dispersé, l'ensemble des mouvements de résistance et des alternatives à la crise écologique et à la fuite en avant productiviste consumériste : pour une autre agriculture, pour des énergies nouvelles, pour une véritable décentralisation et le développement local, pour la remise en état de nos espaces naturels et la préservation des terres agricoles périurbaines pour un autre mode

d'habiter, une autre politique des infrastructures et de la mobilité, pour une écologie industrielle..

La réponse à ces mouvements dépendra de fait souvent moins de la mobilisation de crédits ou de fonds publics que de la capacité et du courage à affronter les lobbies sur les terrains du chantage à l'emploi, de la menace de délocalisation, ou de l'explosion inflationniste des tarifs des services rendus aujourd'hui par eux en matière d'énergie, d'eau, de transports de marchandises etc.

La responsabilité des écologistes est dans ces circonstances est absolument majeure

Notre mouvement sortira de la séquence 2007/2012 dans une situation paradoxale : il n'aura probablement pas pu ou pas su transformer les succès remportés aux élections européennes puis locales en dynamique forte à l'occasion de l'élection présidentielle.

Quelles que soient nos responsabilités dans cet insuccès, qui relèvent d'un autre moment du même débat, force est de constater en tout cas qu'il marque le degré actuel de crédibilité des écologistes dans la société française. Reconnue dans les assemblées, elle est plus faible au niveau des grands exécutifs .Assez forte au niveau des territoires, elle est moins grande au plan de la gouvernance du pays dans son ensemble.

Installée sur les sujets environnementaux, de consommation, d'innovations sociales, de libertés publiques et de lutte contre les discriminations, en progrès sur les questions d'emplois, elle reste contestée sur les sujets dits régaliens comme la gestion des équilibres macroéconomiques, les finances publiques, la diplomatie, la défense, la sécurité.

Cette difficulté tient évidemment à nous. Mais elle tient aussi au niveau de conscience encore ambigu des populations concernant l'enjeu écologique. D'un côté la perception que les risques qui menacent la planète constituent une question majeure pour tous, a fortement pénétré les esprits. De l'autre, l'idée que la préservation de la planète n'est plus compatible avec le modèle occidental de développement et le niveau de consommation qui sont les nôtres reste très largement à démontrer aux yeux du plus grand nombre.

Si la rationalité de la mutation écologique n'est plus ostracisée du débat public ne serait-ce par exemple que parce qu'elle est davantage en phase avec la science officielle sur un certain nombre de sujets, l'imaginaire d'une frugalité plus confortable, de technologies plus douces, d'un autre usage des temps, d'une ville compacte recomposée, d'une industrie écologisée ou d'une agriculture naturelle, reste encore à construire et à faire partager.

La continuité des liens entre la responsabilité de chacun dans les changements de comportement et la transformation des politiques publiques, rencontre d'autant plus de difficultés à fonctionner, que la vie moderne enserrée dans un réseau de contraintes fortes (endettement, éloignement des centres, faiblesse des services collectifs) n'offre pas forcément à tous la possibilité d'un accès à des alternatives au quotidien. .

Les questions qui nous sont posées, à partir de là, sont les suivantes :

- Considérons-nous comme importants pour l'avenir de l'Europe, et pour la victoire de l'opposition dans d'autres pays, que l'alternance française produise en France le maximum d'effets positifs et d'entraînement ?

- Considérons-nous comme indifférent au sort de nos concitoyens et à l'avenir de nos idées, le résultat des conflits qui se déploieront entre les forces politiques et sociales les plus conservatrices et les politiques mises en place par le parti socialiste, si prudentes et modérées soient-elles ? Et que penseraient les citoyens du fait qu'au nom de la politique du mieux nous laissons faire le pire ?
- Estimons-nous utile que ces forces conservatrices qui sont par ailleurs des adversaires de l'écologie politique, soient affaiblies et que leur puissance soit a minima contrebalancée le plus vite possible par le retour d'un minimum de puissance publique et par le début d'organisation forte d'un vrai secteur de l'économie sociale et solidaire ?
- Pensons-nous que nous pouvons et devons peser efficacement dans le sens du respect par le parti socialiste des engagements qu'il a pris lui-même devant les électeurs et qui nous paraissent compatibles avec notre propre projet ?
- A quelles conditions pouvons-nous non seulement contrecarrer les impasses dans lesquelles il aurait tendance à s'engager (par exemple les pulsions sécuritaires) mais encore peser dans le sens d'arbitrages positifs, démocratiques et d'ouverture d'un dialogue renforcé avec la société civile ?
- Est-il souhaitable, nécessaire et possible de faire en sorte que les politiques conduites dans la mandature ne soient pas déséquilibrées au détriment des franges les plus exclues de la population et des périphéries ?
- Pensons-nous que le parti socialiste étant confronté aux difficiles arbitrages budgétaires qu'impliqueront forcément quelques-unes de ses contradictions (nucléaire, grandes infrastructures) nous pourrions orienter ses politiques dans des directions plus sages, et donc aboutir par un débat public renforcé à l'abandon d'un certain nombre des équipements auxquels il n'a pas à ce jour renoncé ?
- Pouvons-nous estimer que, même dans le cadre de politiques globales dont nous nous différencierons parfois clairement, il sera possible, sous conditions, d'amorcer les premiers mouvements d'une véritable transition écologique ?
- A quelles conditions pouvons-nous passer dans la période à une crédibilité renforcée des écologistes aux yeux de nos concitoyens et à l'application de nos politiques sur une certaine échelle, autrement dit à une échelle majoritaire ?

Quatre facteurs favorables à une participation utile

Le point commun à toutes ces interrogations est de savoir si notre efficacité serait plus grande en dehors ou à l'intérieur du gouvernement composé et dirigé dans les semaines qui viendront par les socialistes.

Dans un système même un peu rééquilibré, où c'est pour l'essentiel le gouvernement qui a la main sur les grandes politiques publiques, pourrions-nous nous contenter d'un groupe à l'assemblée nationale, même fort et tonitruant ? Non. Comme le pensent la plupart de nos électeurs et de nos sympathisants, il est opportun que nous décidions de participer au gouvernement des socialistes,

Il est utile d'inscrire cette participation dans la durée, dans la perspective d'un succès de cette mandature, et également d'un renforcement de nos positions après les élections intermédiaires de 2014/2015.

Cette décision qui prend acte des limites que le parti socialiste s'est fixé à lui-même, donc des limites prévisibles des résultats qu'il obtiendra, et même des directions négatives qu'il sera amené à nos yeux à prendre dans certains cas, ne présente pas un simple caractère tactique ou d'opportunité, comme on a pu l'écrire ici ou là.

Elle présente un caractère stratégique. Elle requiert la réunion de quatre facteurs favorables dont les trois premiers devraient être rapidement soumis à débat avec nos partenaires et dont le dernier dépend entièrement de nous.

1/ Qu'il soit bien vérifié que l'accord passé avec le parti socialiste sera appliqué dans les termes où il a été signé, confirmé par le candidat socialiste à la présidentielle et inscrit dans le calendrier de mandature. Autrement dit que les grandes lignes de cette application soient intégrées au discours de politique générale du futur premier ministre.

Cette clause fixerait ainsi les termes de la solidarité parlementaire et ministérielle et préserverait dans ce cadre la liberté de parole de notre mouvement en tant que tel.

2/ Que la composition du gouvernement confie a minima à un ou une écologiste le pilotage de l'un de ses pôles majeurs, et en priorité celui voué au pilotage des fondements de la transition écologique, dans un format et selon un périmètre voisin de l'actuel Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et des Transports. .

3/ Que nous puissions dans cette participation et à travers aussi une présence ministérielle dans d'autres pôles, déployer cinq grandes priorités :

- ***Instaurer une fiscalité écolo et collecter des masses financières significatives vers la transition écologique*** : taxe carbone, réduction progressive des niches anti-environnementales, (carburants, pesticides,) TGAP, épargne verte, sociétés régionales de développement, etc.
- ***Lancer un large processus de préservation et la reconquête de nos espaces naturels*** : grands fleuves et grands sites, forêts, littoral, espaces agricoles périurbains, encadrement fort de l'étalement urbain, ville écologique, paysages, biodiversité...
- ***Promouvoir la consommation responsable***: prix du médicament, encadrement des loyers et des normes de construction et de réhabilitation, alimentation, réforme du crédit, actions de groupes, soutien aux PME de l'économie verte, reconnaissance de l'économie sociale et solidaire, mesures allant dans le sens du 13ème mois écologique
- ***Susciter une première vague massive d'emplois de l'économie verte*** et installer les dispositifs de formation correspondants : emplois d'avenir environnement. Conversion du bâtiment avec le plan national de rénovation thermique, agriculture et alimentation saines, services aux personnes...
- ***Amorcer la transition énergétique***: maîtrise des consommations, recul de la part du nucléaire, relance des renouvelables, baisse du transport routier, relance du fret ferroviaire.

Ces cinq priorités ne tombent pas du ciel : elles correspondent à des domaines où il est urgent de passer à la vitesse supérieure pour faire reculer des blocages repérés depuis longtemps, dans lesquels un consensus et des alliances fortes pour le changement sont rapidement possibles. Où les écologistes sont

reconnus pour leur expertise et leur valeur ajoutée, où la compatibilité actuelle est vérifiée entre les positions des écologistes et celles des socialistes

4/ Que nous lançions autour de la mise en œuvre de ces cinq priorités, un important processus d'élargissement et de réforme de notre mouvement. Le rôle du parti écolo en période de participation ministérielle ne saurait en effet se limiter au commentaire passif et au soutien de l'activité de ses ministres, si brillante soit elle, dans un gouvernement socialiste.

Elle renvoie au contraire à une autonomie forte d'action, à un déploiement de ses propres dispositifs militants autour des objectifs énoncés ci-dessus.

Nous pourrions en ce qui concerne Europe Ecologie Les Verts, avoir comme objectif d'installer un Parlement national et des parlements régionaux de l'écologie sur chacune des priorités indiquées ci-dessus, afin d'en vérifier l'avancée, d'en évaluer les rythmes et les obstacles, de décliner les campagnes et les processus d'accompagnement tout au long de la mandature.

Ce déploiement et ce processus d'élargissement et de réforme devraient aller dans quatre directions :

- Le rééquilibrage des moyens du mouvement en faveur de sa coordination, de ses groupes locaux et de sa communication publique.
- Une relance forte de la coopérative et l'affichage clair de son autonomie
- La construction d'un lien « en continu » avec les associations, les syndicats, les lanceurs d'alerte et les groupements innovants de la transition écologique
- Un important travail d'approfondissement des fondements théoriques de notre action avec les intellectuels, à travers le déploiement fort de la fondation dont le lancement est prévu à la rentrée de septembre
- Une préparation concertée des positions à conquérir lors des échéances de 2014.

Afin que le débat de fond ne soit pas parasité par des enjeux de renouvellement interne, le mouvement pourrait tenir à l'automne 2012 une convention nationale pour préciser et adopter toutes ces dispositions.

Où être le plus efficace pour la transition écologique ?

par Denis Baupin

La participation gouvernementale est une des questions majeures auxquelles doit répondre une organisation politique. On peut l'aborder de bien des points de vue – tous pertinents – du ressenti de nos concitoyens, des compromis qu'il faudra accepter, de la gouvernance interne, etc.

Comme d'autres textes évoqueront sans doute ces aspects, je voudrais plutôt, dans le court format de ces textes, me concentrer sur un autre aspect, au regard de mon expérience, de conseiller politique de Dominique Voynet ministre de l'Environnement (1997–2001), de maire-adjoint de Paris (depuis 2001), et de négociateur de l'accord programmatique avec le PS (nov 2011).

Quelques enseignements de notre première participation gouvernementale...

Beaucoup de choses injustes (mais des critiques parfois pertinentes) ont été dites sur notre participation gouvernementale 1997–2001. Beaucoup semblent avoir oublié que c'est à cette période que notre nombre d'adhérents a le plus augmenté, et que c'est aux élections européennes de 1999, municipales de 2001 et présidentielle de 2002 que nous avons fait nos meilleurs scores (avant la séquence Europe Écologie). Des signes qui, au minimum, montrent que notre participation fut loin d'être unanimement regrettée par notre électorat, et qu'il est dommageable que notre mouvement n'ait jamais su faire une évaluation objective et contradictoire de cette séquence pour en tirer tous les enseignements utiles.

Je voudrais revenir particulièrement sur deux dossiers souvent décriés (les OGM et l'enfouissement des déchets nucléaires) sur lesquels nous n'avons pas réussi à être majoritaire (dans un gouvernement où trônaient Allègre et Kouchner scientifiques devant l'éternel, avec une oreille plus que complaisante de Jospin) mais où, en utilisant les compétences du pouvoir exécutif et les contradictions du pouvoir en place (prétendant faire des OGM et du nucléaire "propres" et "transparentes"), nous avons largement pu compenser des reculs apparents.

Ainsi, en ce qui concerne les OGM, le débat posé à l'époque portait sur l'autorisation d'un maïs Monsanto. Facialement, les pro-OGM ont obtenu gain de cause. Dans les faits, parce que partie prenante des négociations au sein de l'exécutif sur la décision, nous avons pu l'assortir d'une bonne douzaine de mesures (nouveaux organismes d'expertise, expertise contradictoire, recherche publique, position française au sein des institutions européennes, etc.), prenant au mot nos interlocuteurs qui prétendaient que les OGM seraient un « bien » pour la recherche et l'humanité, qui furent autant de points d'appui pour les mouvements opposés aux OGM (particulièrement les Faucheurs) pour enrayer la machine au point que, 12 ans plus tard, il n'y a toujours aucune culture organisée d'OGM sur notre territoire !

Prenons le dossier des déchets nucléaires : depuis des années, la stratégie du mouvement anti-nucléaire, en France et en Allemagne notamment, est de tenter de « constiper » la filière, c'est-à-dire de montrer qu'elle ne sait pas traiter ses déchets (les transformer pour les rendre inoffensifs), et, puisqu'elle n'a rien su imaginer que de les cacher le plus loin possible (afin de pouvoir justifier de continuer d'en produire) de bloquer ce processus. A l'époque, les pro-nucléaires (Bataille notamment sur la question

des déchets) régnaient en maîtres sur les questions énergétiques au PS. Impossible alors d'être majoritaires. Notre stratégie fut, là aussi, prenant appui sur le discours officiel qui prétendait qu'on stockait « en attendant d'autres solutions », et parce que partie prenante de la discussion au sein de l'exécutif, d'imposer que ce stockage soit « réversible ». Un simple mot qui a rendu la tâche du lobby quasi insurmontable. La meilleure preuve en étant que, 15 ans plus tard, ce dernier ne dispose toujours que d'un site de recherche (alors que la loi en prévoyait plusieurs), que les élus locaux veulent qu'il reste un site de recherche (sans stockage) pendant des décennies, que les entreprises du nucléaire ne cessent de s'affronter sur le coût (passé de 15 à 35 milliards, la Cour des Comptes s'en étant mêlé elle aussi pour dire que ce dernier chiffre ne tient que si on poursuit dans la voie du retraitement et du MOX, faute de quoi il devrait être considérablement revu à la hausse) et surtout sur qui paiera... Pendant ce temps, le nucléaire n'a toujours pas de réponse à apporter à la question déterminante de ses déchets, la privant d'un de ses arguments de vente, et la confrontant à une « constipation » croissante.

J'aurais pu, plutôt que mettre en exergue ces deux dossiers complexes, insister sur les victoires « visibles » de la période (Superphénix, canal Rhin-Rhône, loi sur les « pays », etc.). Si je les ai choisis, c'est aussi pour mettre en évidence les contradictions potentielles de la participation gouvernementale : pour un certain nombre d'observateurs (mais pas les vrais spécialistes des associations qui ont bien compris ce que nous faisons avec nos faibles moyens), nous avons pu donner l'impression de perdre sur le dossier des OGM comme des déchets nucléaires. Et ce d'autant plus qu'il était impossible à Dominique Voynet de sortir d'une réunion d'arbitrage ministérielle en disant « ils croient avoir gagné, mais je les ai bien eu ! ». **Mais finalement, et le constat peut en être fait encore 12 ans plus tard, – et même si personne ne contestera que nous aurions préféré avoir alors le rapport de force permettant d'interdire totalement et définitivement OGM et déchets nucléaires –, la stratégie de l'endiguement (à défaut de la victoire frontale), possible uniquement parce que nous étions alors en responsabilité, s'est avérée efficace.**

... et de celle de maire-adjoint de Paris

La seconde expérience de participation à un exécutif que je voudrais évoquer est évidemment celle de Paris. Ayant eu la chance d'avoir l'expérience de notre bilan gouvernemental, j'en avais tiré la leçon que, certaines victoires étant parfois « invisibles », il fallait d'autant plus multiplier les acquis visibles, ceux qui donnent à voir nos avancées, et qui créent une forme d'irréversibilité, de « dur » sur lequel construire les avancées suivantes. C'était d'autant plus possible dans un domaine - celui des déplacements - où les réalisations sont particulièrement visibles et touchent le quotidien de centaines de milliers de personnes.

Je ne résumerai pas 11 années passionnantes en quelques paragraphes, mais vais juste me contenter de mettre en évidence quelques éléments que la participation à l'exécutif m'ont permis de mettre en œuvre, qu'une simple participation législative ne m'aurait pas permis d'atteindre.

La première est qu'entre une bonne idée (faire un tramway) et sa réalisation concrète, l'idée ne pèse que pour 1% du boulot, les 99% restant consistant à résoudre les problèmes techniques, juridiques, institutionnels, budgétaires, économiques, politiques, de concertation, médiatiques, etc. qui s'accumulent sur le parcours. En la matière, les pouvoirs publics (collectivité ou État) disposent de services techniques dont le rôle est d'apporter des éléments de réponses. Mais **le rôle d'un élu convaincu et volontariste est ici essentiel** : face à des services qui préfèrent parfois la sécurité des « ça on ne sait pas faire », le rôle de l'élu est de mettre les mains dans le cambouis, de chercher de nouvelles réponses, de parfois prendre des

risques, d'assumer, de faire les arbitrages, que personne d'autre ne fera à sa place. Être **au bon endroit au bon moment, avec la conviction chevillée au corps qu'on n'a pas le droit d'échouer, peut souvent être le « plus » qui permet à un projet de réussir, là où l'histoire au fil de l'eau aurait conclu à l'impossibilité.** Je ne compte plus les couloirs de bus, les pistes cyclables, etc. jugés « irréalisables » et qui sont pourtant bien là aujourd'hui inscrits dans la voirie parisienne comme s'ils y avaient toujours été.

La seconde est qu'**être là où ça se décide, au bon moment, c'est aussi de multiples opportunités à saisir, qu'on n'avait pas mises dans un programme, qu'on n'avait pas capacité à anticiper, et qui n'existent que si on sait prendre la balle au bond.** La première fermeture des voies sur berges l'été (3 mois après notre élection au printemps 2001), et qui deviendra plus tard Paris-plage, comme l'ouverture du premier couloir de bus rue de Rivoli en plein cœur de Paris (5 mois après notre élection ; j'apprendrai d'ailleurs plus tard que nous n'avions pas totalement été conforme aux exigences juridiques pour en arriver là !) font partie de ces « coups » : profiter d'un « état de grâce » pour marquer très vite le territoire et rendre visible et irréversible la volonté d'aller vite et de transformer l'espace à marches forcées... y compris malgré les réserves d'une partie de la majorité mise devant le fait accompli. On peut ranger dans la même catégorie l'extension du tramway (celle qui sera inaugurée en 2012), obtenue dans un bras de fer avec l'État (et la Région dans la mandature précédente) en profitant du dossier de candidature aux Jeux Olympiques de 2012 (ceux qui se dérouleront à Londres !). Ou encore la réalisation de Velib en reprenant la bonne idée de Lyon alors que notre propre programme (des maisons du vélo dans chaque arrondissement) se heurtait à des impasses ; ou encore l'extension du réseau de chaleur urbain après 2008, en la greffant sur l'extension du tramway que j'avais négociée dans le mandat précédent... Autant de cas d'espèce dont le déroulement ne pouvait pas être anticipé, et pour lesquels être en situation de décideur est une condition sine qua non pour réussir.

Le troisième élément sur lequel je veux attirer l'attention est la légitimité de la parole donnée par le statut. Combien de fois, volontairement ou parfois quasi inconsciemment, le fait d'évoquer des projets avec la presse, pour autant qu'ils soient pertinents et un minimum préparés, leur a donné le statut de projet de la municipalité (y compris parfois grâce aux contestations immédiates de l'opposition municipale !) sur lesquels nos partenaires pouvaient alors difficilement donner le sentiment de faire machine arrière (malgré quelques engueulades !). **Ne négligeons pas non plus, nous qui avons toujours une méfiance des institutions, à quel point la légitimité de « parole officielle », lorsqu'elle porte nos positions écologistes, contribue à leur pénétration dans la société.** Convenons d'ailleurs que ce rôle d'amplificateur de notre parole est l'un des points sur lesquels nous avons encore le plus de progrès à effectuer... car il amplifie malheureusement aussi nos maladresses.

Le quatrième élément porte sur la question du nécessaire apprentissage. Tout mandat exécutif porte sa part de réussites et d'échecs, chacun portant sa part d'enseignements. Et en la matière rien ne peut remplacer le fait de s'y être confronté directement. C'est une étape incontournable de notre progression collective. Tant qu'on est dans la protestation et l'opposition (quelle que soit la pertinence de cette posture selon les situations et les périodes) rien ne nous prépare à l'exercice du pouvoir. De tout ce que j'ai appris au cours de ces années (et peut-être des choses dont je n'ai pas encore vraiment conscience), deux me semblent particulièrement importantes.

La première porte sur la relation à nos partenaires politiques dont je tire un bilan très mitigé : frustrant d'un côté tant l'incapacité de nos partenaires à intégrer vraiment nos grilles de lecture semble constante ; mais aussi très enrichissant par ailleurs, car **pour faire avancer des projets dans un collectif, il est indispensable de trouver des alliés**, ce qui implique d'une part de comprendre ce qui dans notre démarche reste hermétique à nos partenaires, et en conséquence d'affiner nos argumentaires (j'ai ainsi indéniablement plus mis en valeur l'aspect social du transport collectif - en plus de ses atouts

environnementaux - au fur et à mesure du mandat pour contrer l'argument « politique de bobos »), et aussi d'identifier, nos partenaires étant tout sauf homogènes en leur sein, ceux avec lesquels on peut construire des démarches partagées malgré nos divergences.

La seconde porte sur la relation aux citoyens. Notre culture politique, minoritaire mais ayant le sentiment de voir juste, peut nous amener parfois à certaines formes de communication passablement péremptoires, et ce d'autant plus que nous nous sommes longtemps construit dans l'adversité (et aujourd'hui encore). « donneurs de leçons », « khmers verts », etc. combien de fois avons-nous entendu ces critiques, de la part de nos adversaires politiques, mais aussi de gens de bonne foi. Et s'il est une chose que je reconnais avoir appris, c'est que, de fait, nous nous aliénons parfois des alliés potentiels par manque de pédagogie, de compréhension, d'empathie pour les difficultés individuelles engendrées par les modalités d'application de la mutation pourtant pertinente que nous prônons.

Ces quatre éléments évoqués, je ne voudrais surtout pas laisser croire que tout cela fut facile, un chemin de roses sans embûches ni controverses ou déceptions. Pour chaque projet abouti, je pourrais sans doute citer un projet qui s'est heurté à trop d'obstacles, reporté, amendé, voire abandonné. La mutation ne se fait pas en un jour, et, quels que soient les atouts qu'on a en main, les résistances en face sont nombreuses (dont un certain nombre de bonne foi, avec lesquelles il faut donc négocier un chemin de compromis). Sans oublier que, membres d'une équipe pluraliste dirigée par un maire socialiste, - et je suis hélas bien placé pour en parler - nous ne sommes pas forcément ceux qui récoltons les fruits politiques du travail accompli (un enseignement supplémentaire à tirer). **Mais s'il est au moins une conclusion que j'ai tirée de ces 11 années c'est que si la volonté politique ne suffit pas toujours, elle peut néanmoins beaucoup... beaucoup plus que ce que les politiques laissent souvent croire.**

Ne pas nous dérober à nos responsabilités

C'est sur la base de ces deux expériences, que je porte sur l'accord passé avec le PS (et ses commentaires ultérieurs), comme sur la séquence qui s'ouvre, un regard assez différent des commentaires que je peux lire ici ou là. Cet accord n'est pas la Bible, il ne s'imposera pas de lui-même juste parce qu'il a été signé, il comporte des marges d'incertitude liées aux conditions dans lesquelles il a été négocié, mais **il constitue un socle solide sur lequel nous appuyer chaque fois que nécessaire.**

Il sera surtout que ce que nous en ferons. Il n'existera que si nous décidons d'en saisir les potentialités. Et elles sont nombreuses. Dans le domaine énergétique par exemple, l'enjeu des 5 années qui viennent est de crédibiliser nos alternatives au nucléaire (efficacité énergétique et renouvelables) tout en engageant la décroissance du nucléaire et - plus encore - en le confrontant avec ses impasses (en terme de sécurité, de coût, de dépendance, etc.) afin de rendre sa prolongation impossible. Cela passe par la construction de filières industrielles, le renforcement des règles de sécurité dans le nucléaire, mais aussi des choses aussi pragmatiques que la nomination des bonnes personnes aux bons endroits (notamment à l'Autorité de Sûreté Nucléaire renouvelable dans quelques mois, mais aussi dans les industries énergétiques, les instances de régulation, etc.)... toutes choses qui dépendent bien plus de l'exécutif que du législatif. Il en va de même, par exemple, dans le domaine voisin des transports. Il ne suffit pas d'avoir prévu la révision du schéma d'infrastructures : encore faut-il être là où sera orienté le choix de celles qui survivront et celles qui seront abandonnées, mais, plus encore, là où pourrait se décider une nouvelle politique qui ne se limite pas qu'à penser « infrastructures », mais bien plus « mobilité », « services », organisation des réseaux, etc. et aussi évolution industrielle du secteur de l'automobile et du transport de marchandises...

Je suis pour ma part convaincu que les 5 années qui viennent peuvent être celles où nous montrerons que nos solutions (renouvelables, isolation thermique, mobilité, etc.) fonctionnent, qu'elles sont pertinentes d'un point de vue environnemental, mais aussi social et économique. C'est en tous cas l'enjeu de ces années : convaincre ceux qui voudraient bien nous croire, mais qui considèrent encore notre discours comme trop théorique, que ça marche en vrai. Pour que dans 5 ans, sur la base de cette démonstration, à l'image de nombreux urbains désormais favorables à la diminution de l'automobile en ville grâce à nos réalisations, nous réunissions une majorité de Français non seulement favorables à la sortie du nucléaire, mais aussi à la transition énergétique.

Rien de tout cela ne sera simple. Les résistances et obstacles seront nombreux, y compris au sein de l'éventuelle future majorité présidentielle et parlementaire, où il nous faudra, dossier par dossier, apprendre à trouver des alliés, sans doute plus nombreux aujourd'hui qu'hier. Et il y a sûrement plus de coups à prendre à mettre les mains dans le cambouis qu'à tenter de l'influencer de l'extérieur. Mais **je suis convaincu pour ma part, au vu de tout ce que nous disons sur l'ampleur des enjeux et l'urgence à agir, qu'il serait de notre part irresponsable de nous défilier.**

Mais, si nous voulons que cela nous permette de progresser, je veux ajouter un ultime mot basé notamment sur notre expérience 1997-2001. J'ai cité deux dossiers (OGM, déchets nucléaires) sur lesquels notre action pragmatique a permis des avancées réelles, même si non perceptibles. Il en est un autre où nous avons dramatiquement échoué, et dont nous payons les conséquences aujourd'hui : le diesel. Malgré un début de rattrapage fiscal en 1997, le gouvernement Jospin a préféré renoncer en 1998 face à la fronde des routiers. Faute d'alliances dans la société avec ceux qui auraient pu nous soutenir (victimes de la pollution, associations environnementales, consommateurs, etc.) nous n'avons pu nous appuyer sur aucun rapport de force.

Nous ne sommes certes plus dans les conditions de 1997. Pour autant, **toute participation gouvernementale réussie de notre part implique non seulement l'organisation d'une coordination efficace et permanente non seulement entre celles et ceux qui nous y représenteraient, les groupes parlementaires et le parti, mais aussi, via notre organisation politique, que nous sachions consolider et renforcer nos relations avec les associations, syndicats, corps intermédiaires, indispensables pour que le changement que nous voulons mettre en œuvre puisse prendre place.**

Des écologistes au gouvernement pourquoi faire ? par Jacques Boutault

S'il est encore trop tôt pour tirer un bilan de la campagne présidentielle, on peut néanmoins faire quelques constats. Le premier est que notre résultat (attendu à quelques jours du vote) n'est pas à la hauteur de nos espérances. Nos scores aux européennes et aux régionales laissaient pourtant présager que l'écologie pouvait s'inscrire durablement comme la 2^e force politique de la gauche. Force est de constater qu'il n'en est rien. Nous n'avons pas été en capacité de nous maintenir et la place est désormais occupée par le Front de Gauche.

Une incapacité collective à incarner la rupture

Pourquoi n'avons nous pas su convaincre que l'écologie était la solution, alors que les préoccupations environnementales sont de plus en plus présentes ? Ce n'est pas la candidate qui n'était pas adaptée. Mais la partition qu'on lui demandait de jouer. Comment incarner la radicalité du paradigme écologiste alors que notre mouvement était engagé, dès le mois de novembre, dans un accord en tête à tête avec le parti socialiste, nous inscrivant, aux yeux de l'opinion, dans un rapport de vassalisation ? Difficile dans ces conditions de convaincre de la spécificité de notre projet.

Ce n'est pas tant le vote utile qui a nuit à l'écologie que notre incapacité collective à apparaître comme porteurs d'un nouveau projet de société en rupture avec l'idéologie productiviste qu'elle soit libéral-capitaliste ou social-démocrate. A cela s'ajoute les postures défaitistes qui ont émaillé la campagne : absence d'engagement de Nicolas Hulot, appels de Daniel Cohn-Bendit à voter Hollande, ironies de José Bové, non participation d'Yves Cochet, jusqu'à Noël Mamère questionnant sur « *l'intérêt d'avoir une candidate* ».

Pour un groupe parlementaire critique et autonome

Le temps du bilan approfondi viendra. Dans l'immédiat, la question de notre participation à un gouvernement de gauche se pose. Mais participer pour quoi faire ? Pour assurer des débouchés de carrières à certains, ou pour changer la société ? Et sur quelles bases construire ce changement ? Pas sur celles (médiocres) de l'accord programmatique PS-EELV, François Hollande l'a jeté par dessus bord. Au moins, le leader socialiste ne nous prend pas au dépourvu : « *Mon programme de gouvernement ce sont mes 60 engagements pour la France, pas l'accord PS-EELV* ». Donc des ministres écologistes pour mettre en œuvre le programme socialiste ?

Reste l'accord parlementaire, celui qui « *avec 3% nous assure une bonne vingtaine de députés, alors que le Front de gauche, malgré son bon score, n'en aura aucun* », s'est félicité Jean-Vincent Placé (expliquant au passage pourquoi il n'était pas nécessaire de faire campagne pour Eva Joly). Certes, l'accord programmatique avec le PS, sans l'arrêt de NDDL et avec l'EPR, n'avait qu'un seul mérite : son volet législatif, assurant aux écologistes une représentation parlementaire. Mais ce groupe parlementaire devra-t-il soutenir un gouvernement qui inaugure l'EPR et pose la première pierre de NDDL au nom de la solidarité avec le ou les ministres écolos ?

Un contrat de gouvernement sinon rien

La participation de Dominique Voynet au gouvernement Jospin devrait pourtant nous éclairer. Un ou deux strapontins ministériels ne permettent pas de peser et il y a fort à parier, une fois encore, que nous ne serons pas en capacité d'obtenir les arbitrages favorables à l'écologie. Nous risquons d'être otages du gouvernement socialiste. Et comptables de son incapacité à entamer l'urgente transition écologiste de notre société.

Préparer l'avenir, participer à la vie politique, tout en conservant notre autonomie de pensée et la force de nos analyses critiques, cela suppose que notre groupe parlementaire conserve son libre arbitre. En conséquence, à défaut d'obtenir des garanties programmatiques solides, notre participation est inopportune.

Dans ces conditions, la signature d'un contrat de gouvernement avec toute la gauche est une condition *sine qua non* de notre participation. Sans ce contrat - assorti d'un calendrier de réalisations - la participation des écologistes au gouvernement prend le risque d'amener durablement l'écologie à n'exister politiquement que dans la sphère social-démocrate alors même que le Parti de Gauche (le FdG sans le PC) qui n'aura pas de ministres incarnera l'autonomie et le changement écologique.

Incarner le vrai changement

« *Tout changer parce que tout est déréglé* », disions-nous à La Rochelle. Nous pourrions demain convaincre, à conditions que nous ayons des parlementaires qui sachent traduire en propositions de lois les revendications issues des mouvements citoyens qui expriment une demande de « vrai changement ».

14 thèses pour la participation au gouvernement

Yves Cochet

Je suis favorable à une participation au gouvernement et je me réjouis du débat sur ce point à la prochaine réunion du Conseil fédéral. Je résume ci-dessous les raisons de mon opinion, que j'avais déjà exprimée oralement en décembre 2011 lors d'un BE élargi (Chut ! m'avait-on dit alors, ce n'est pas le moment).

1) En 1997, munis d'un accord avec le PS moins large que l'actuel, les Verts n'eurent qu'une seule ministre, le PRG quatre. Sans la présence inaugurale de Dominique Voynet dans le gouvernement de Lionel Jospin, l'écologie politique aurait été totalement ineffective pendant cinq ans, malgré sept députés Verts d'autant plus braillards qu'ils étaient impuissants (j'en étais).

2) Nous, EELV, sommes victimes du syndrome du "Nouveau Centre" : un groupe minoritaire au sein d'une majorité qui n'a pas besoin de ce groupe pour être majoritaire, pèse très peu sur les politiques mises en œuvre pendant une législature. Je ne comprends pas que beaucoup d'entre nous, notamment celles et ceux qui espèrent être élu(e)s en juin 2012, se satisfassent de la perspective "groupe écologiste" à l'Assemblée nationale. Les réalisations politiques seront celles du gouvernement qui, dans la cinquième République dont nous critiquons les équilibres, détient tout le pouvoir exécutif et presque tout le pouvoir législatif.

3) Sans ministres dans le prochain gouvernement, nous sommes assurés que l'accord PS-EELV ne sera pas mis en œuvre. Autrement dit, si nous croyons à une certaine qualité de cet accord et si nous avons la volonté de le réaliser, une condition nécessaire est de participer à l'exécutif national.

4) Par la pensée, projetons-nous le 7 mai prochain et les semaines d'après. François Hollande est Président de la République, un immense espoir accompagne sa victoire, une dynamique collective émerge. Notre participation au gouvernement dès la mi-mai permet d'effacer un peu notre mauvais score du 22 avril et, surtout, de renforcer la légitimité de nos candidatures aux élections législatives. Il sera plus difficile, pour le PS, de laisser des dissidents entraver nos candidats. Il sera plus facile, pour nos candidats, de réaliser un bon score.

5) Aurions-nous un groupe à l'Assemblée en juin 2012, aurions-nous aussi des ministres dans le gouvernement dès la mi-mai 2012, cela ne sera pas suffisant. Le combat politique pour appliquer des orientations programmatiques se mène tous les jours, non simplement à l'instant de la signature d'un accord avec des partenaires avant les élections. Tous les adjoints aux maires et tous les vice-présidents écologistes dans les Conseils régionaux le savent cruellement.

6) L'argument, évoqué par certains, de la détérioration de la situation (la crise !) comme motif de refus de participer au gouvernement me paraît assez honteux. Quoi ! Les conditions générales de vie de nos concitoyens risquent de se dégrader (ce que j'anticipe, hélas !) et c'est à cet instant que nous nous abstiendrions de prendre toute responsabilité ? Quel courage ! J'estime, au contraire, que ce sera l'heure de vérité pour les écologistes : seront-ils capables d'être sur le pont quand la tempête forcera ?

7) Certes, la question se pose de savoir, sans faire rire, qui peut être ministre parmi nous et, plus encore, de trouver en notre sein une cinquantaine de collaborateurs de cabinets ministériels, dont cinq directeurs

(si nous avons cinq ministres et secrétaires d'État) ? Heu... en suspens... je ne connais pas toutes les ressources humaines au sein d'EELV...

8) Bref, notre direction bien-aimée doit engager des contacts avec François Hollande et le Parti socialiste pour que nous ne répétions pas les ingénuités de 1997 et soyons prêts à assumer nos responsabilités à temps.

Leçons du passé

Après Dominique Voynet et Guy Hascoët, j'ai eu l'opportunité de participer au dernier gouvernement de Lionel Jospin (2001-2002). Ce que j'énonce ci-après de cette expérience est forcément relatif au contexte de l'époque et à ma subjectivité. Dominique et Guy auront des regards complémentaires ou différents du mien. A une autre échelle, les VP régionaux et les adjoints-au-maire peuvent aussi témoigner.

9) L'intoxication travailliste. La vie quotidienne d'un cabinet ministériel ressemble à celle d'une ruche. La charge de travail est telle que l'on doit être présent douze à quatorze heures par jour, six jours et demi sur sept. Être à l'initiative, impulser une politique, faire voter des textes, gérer une administration, investir une mission, participer à une réunion, arbitrer entre des alternatives... l'effervescence est permanente. Sacrifice, sublimation, ivresse.

10) Politique et spécularité. Politique chaque parole, chaque action, qui s'inscrit dans un rapport de forces avec l'opposition, avec les camarades ministres, avec la majorité parlementaire (avec les militants aussi, parfois). Politique aussi, le traitement instantané des événements imprévus (naufrage de l'Erika pour Voynet, explosion de l'usine AZF-Toulouse pour moi) pour lesquels la répercussion médiatique et populaire peut durablement marquer votre image et secouer la crédibilité du gouvernement. Politiques enfin, les « inter » chez le « PM ». Qu'est-ce ? De l'extérieur, chacun croit que le gouvernement est composé des ministres qui décident dans leur domaine d'attribution « selon les orientations du Président de la République et sous l'autorité du Premier ministre ». Non. Il y a trois gouvernements : les ministres, les conseillers du Premier ministre (PM), et les conseillers du Président. Les réunions interministérielles (les « inter ») constituent le lot quotidien de l'arbitrage des divergences et des décisions finales (« Bercy » participant à toutes, quel que soit l'objet). Vous proposez une initiative moins parce qu'elle vous semble juste, mais plus parce qu'elle augmente votre être aux yeux de vos concurrents ministres, sous le regard du grand Autre (PM ou Président). L'envie, la jalousie, la concurrence, s'exercent en politique exécutive plus que partout ailleurs. La spécularité - l'image que vous percevez de vous dans les images que les autres forment sur vous - mène le pouvoir (voir le film réaliste « L'exercice de l'État »).

11) L'absence des vrais gens. Les candidats à l'élection présidentielle font tous assaut de populisme plus ou moins avoué. C'est à qui sera le plus proche des « gens », du « peuple », des « Français ». Outre la quasi-vacuité sociologique de ces vocables, la démagogie de la proximité avec la « France d'en-bas » est d'autant plus détestable que cette proximité ne se retrouve jamais dans l'activité réelle du Président ou des ministres pendant leur fonction, sauf visite médiatisée d'une école ou d'une usine. Un cabinet ministériel vit dans une sphère séparée, dans un entre-soi du pouvoir où les relations avec l'extérieur se limitent aux rencontres avec les médiateurs : syndicats, associations, élus, préfets... En outre (cf. § 9) la dictature de l'agenda, qui organise le flux tendu des activités, déconnecte le cabinet et le ministre de la vie ordinaire. Enfin, la fragmentation des segments temporels multiples vous contraint à une abstraction indispensable à votre intégrité physique et mentale. C'est cela ou le « burn-out », comme on dit aujourd'hui.

12) Le socialisme et l'écologie politique I. Il n'y a pas de contenu intrinsèque ou substantiel de la pensée et de l'action politique. Aucune activité humaine n'est *a priori* exclue de la politique, bien que, contrairement à ce que nous hurlions en 1968, tout n'est pas politique dans une société donnée, à un moment donné. L'esclavage était politique il y a un siècle et demi en France, il ne l'est plus. La pollution était une affaire privée jadis, elle est devenue politique aujourd'hui. L'irruption de l'écologie en politique a d'abord consisté à politiser des objets qui ne l'étaient pas (le contenu et les méthodes de la production, la déplétion des ressources, le rôle des femmes... : politiser l'écologie), puis à étendre l'analyse antiproduktiviste à l'ensemble des objets déjà politisés (l'économie, la solidarité, la santé... : écologiser la politique). C'est le mérite de EELV en 2009 et 2010 d'avoir légitimé cette extension de nos analyses et de nos propositions à des domaines où nous sommes concurrents des socialistes. Aujourd'hui, la faiblesse de notre score au premier tour de la présidentielle nous fait régresser à l'étape précédente : repolitiser l'écologie. C'est pourquoi les éventuels ministres écologistes, à la mi-mai et après, devraient relever de nos domaines fondamentaux (environnement, énergie, transports...) et ne pas s'aventurer là où les socialistes prétendent être meilleurs que nous (économie, affaires sociales, intérieur...). Oui, je sais, notre programme « Vivre mieux » fournit des analyses et des orientations dans tous les domaines, supérieures à celles des socialistes. Mais, mon raisonnement s'inscrit dans le temps de l'actualité réelle du printemps 2012, telle que perçue par nos concitoyens, et non dans la comparaison essentialiste entre les textes écologistes et les textes socialistes.

13) Le socialisme et l'écologie politique II. La distinction spéculaire entre écologistes et socialistes assure la diversité du champ politique. Bien que nous partagions certaines de nos valeurs avec les socialistes, nous ne partageons pas avec eux les conditions de leur réalisation. Au vu de la faiblesse actuelle de notre mouvement, la stratégie politique qui consisterait à poursuivre la réalisation de nos valeurs dans des domaines où nous avons perdu aujourd'hui la légitimité que nous y avons gagnée en 2009 et 2010 (cf. § 12) serait considérée par l'opinion et par le PS comme illégitime. Avec le piètre résultat de l'élection présidentielle, nous avons non seulement perdu la légitimité générale - c-à-d la faveur dans des domaines non traditionnellement associés à l'écologie politique - que nous avons acquise en 2009 et 2010, mais nous avons aussi réduit, par une campagne présidentielle peu écologiste, la légitimité que nous avons dans les domaines perçus comme propres aux écologistes. Il importe donc, par une participation gouvernementale dans ces derniers domaines, de sauver ce qui peut l'être, de retrouver la faveur populaire là où nous attend le « peuple », de nous relégitimer au moins dans les domaines où nous étions légitimes avant la création de EELV. Bref, nous devons feindre de ne pas vouloir concurrencer les socialistes là où eux-mêmes et l'opinion publique estiment qu'ils sont meilleurs que nous, mais, simultanément, affirmer notre légitimité ministérielle là où ni les socialistes, ni l'opinion publique, ne nous contestent trop la compétence de pensée et d'action.

14) J'entends, enfin, que l'écologie politique est porteuse d'un nouveau paradigme qui ne se réduit pas à l'environnementalisme et ne s'y est jamais réduit. La campagne présidentielle de René Dumont en 1974 affichait déjà un projet généraliste, concernant tous les domaines de l'action collective. Les Verts et EELV n'ont jamais été un parti spécialisé. Ce qui a dominé notre effort depuis quarante ans n'est pas le confinement dans quelques thèmes mais, au contraire, la promotion d'une nouvelle manière d'analyser le monde. De même qu'entre 1874 et 1912 le mouvement socialiste était perçu comme essentiellement défenseur du prolétariat, de même, un siècle après, le mouvement écologiste reste perçu comme défenseur de l'environnement (au sens large). Il faudra encore de multiples combats et de nombreux engagements pour que l'écologie politique soit reconnue dans toutes les dimensions de son ambition.

PARTICIPER OU NE PAS PARTICIPER ?

par Alain Coulombel

Les résultats des élections présidentielles ne seront sans doute pas à la hauteur de la dynamique et des espoirs soulevés au moment de la création d'EELV, comme de nos derniers résultats électoraux aux européennes et régionales.

S'il est trop tôt pour faire un bilan de cette période et une analyse précise de la situation de notre mouvement, tentons néanmoins un premier bilan.

Un premier bilan

Beaucoup d'entre nous ressentent ces derniers mois de campagne comme un énorme « gâchis ». Nous pensions pouvoir prolonger l'élan des deux ou trois dernières années mais à mesure que la campagne avançait dans le temps, nos faiblesses organisationnelles sautaient aux yeux :

- Le pilotage « bricolé » de la campagne des présidentielles malgré une présence et une implication sans faille de notre candidate Eva Joly et des militants locaux,
- Un mouvement apparemment sans pilote et sans stratégie,
- Des déclarations publiques contradictoires,
- Des dirigeants nationaux ou des parlementaires soutenant du bout des lèvres notre candidate...

Mais aussi d'un point de vue plus général :

- Une campagne où nous n'avons pas réussi à imposer nos thèmes (sauf peut-être sur le nucléaire mais avant le vote du CF sur l'accord législatif avec le PS).
- Une campagne jugée terne par bon nombre d'observateurs, sans débats véritables entre les différents protagonistes et sans que les enjeux à venir (crise globale) ne soient clarifiés, sérieusement débattus ...etc

Le seul événement finalement de cette campagne aura été la poussée du Fdg, les rassemblements populaires qui prolongent les mobilisations de ces dernières années (contre les retraites ou contre la réforme des universités...) Et qui méritait (ou mériterait) de la part d'une formation politique comme la nôtre autre chose qu'une attitude de dénégation stérile.

Dans ces conditions que faut-il faire ?

Cette question n'est pas simple. Depuis ses débuts, notre mouvement s'est donné comme objectif de participer à la conduite des institutions : dans les collectivités territoriales, au niveau national comme au niveau européen...Se poser la question de notre participation est donc tout à fait légitime.

Mais sommes-nous présentement « outillés » pour faire de cette participation à un gouvernement dominé par le PS, un levier susceptible de renforcer les positions de l'écologie politique dans la société française ? Serons-nous en mesure de peser sur les orientations politiques du gouvernement ? De changer la donne ?

D'autre part, bien malin serait capable aujourd'hui de définir, au sein de notre mouvement, une orientation politique claire quand les principaux engagements de la motion de synthèse de La Rochelle (ce qui devait être notre feuille de route) sont allégrement contournés ou ignorés. Que dire aussi de notre cohérence interne, du lien entre la direction nationale, les parlementaires et les militants locaux, indispensable pourtant si nous voulons soutenir et renforcer le poids politique de nos représentants « potentiels » dans un gouvernement ? Enfin, sur quel accord de gouvernement, sur quels engagements de l'exécutif pourrions-nous nous appuyer quand n'existe pour l'heure qu'un accord (très imparfait) de législature ? Or nous savons tous que notre constitution donne à l'exécutif et à son président un poids prépondérant par rapport au rôle du législatif...

Distinguer accord législatif et accord de gouvernement

Ce que nous savons de notre expérience dans les exécutifs régionaux ou locaux, c'est que l'utilité de notre participation à la définition des politiques dépend entre autre :

- d'objectifs clairement négociés en amont avec les membres de la future majorité régionale ou locale
- de moyens humains, de relais dans les cabinets ou les directions de service
- de rapports de force suffisants au niveau du délibératif

Ces conditions seront-elles remplies au soir du second tour des élections présidentielles ? A en juger par les déclarations du candidat Hollande et de ses plus proches collaborateurs (Valls, Montebourg...) nous pouvons en douter. Bien sur, nous serons nombreux à penser qu'au regard de notre résultat à la présidentielle, nous n'avons guère le choix (un peu comme pour les politiques d'austérité face à l'endettement public), que nos électeurs le souhaitent et que nous gagnerons en visibilité.

Mais précisément est-ce au moment où nous allons sortir affaiblis (en interne comme en externe) de cette séquence électorale que nous devrions décider, dans la précipitation, de participer à une aventure plus qu'incertaine ?

Nous connaissons notre partenaire potentiel (« la gauche molle » selon l'expression d'Éva Joly), les rapports de force qui joueront contre nous, les tensions qui ne manqueront pas de naître au sein du gouvernement entre une aile social-libérale qui n'en doutons pas reculera devant les forces économiques dominantes, une aile souverainiste et/ou productiviste acquise aux bienfaits du nucléaire et à l'Europe des nations...etc...Quelle place sera la nôtre au sein d'un tel concert ?

Dans ces conditions, ne serait-il pas plus opportun de négocier d'abord – un accord ambitieux et précis de gouvernement ? Et de conditionner notre décision finale à des engagements fermes comme à notre poids dans la future assemblée nationale ?

« Il n'y a pas lieu de craindre ou d'espérer mais de chercher de nouvelles armes » (G.Deleuze). L'impatience mal contenue de certainEs ne devrait pas se substituer à une analyse fine de la situation et à la recherche de nouvelles armes. N'en doutons pas, ces armes existent : elles sont dans les mobilisations citoyennes qui se manifestent à l'échelle de l'Europe, les associations, les forces syndicales, le travail des intellectuels...dans le retour du politique, en phase avec ces forces collectives, et non dans les calculs d'appareil ou dans les ambitions de quelques-unEs.

Quand faut y aller, faut y aller...

Par Guillaume Duval, Rédacteur en chef d'Alternatives Economiques

Est-ce que EELV doit participer à un gouvernement après une (éventuelle au moment où j'écris) victoire de la gauche aux élections présidentielles puis législatives ? Eric Loiselet m'a demandé de contribuer à éclairer vos débats à ce sujet. Je le remercie de l'honneur qu'il me fait quoique mes compétences d'observateur extérieur au champ partisan n'ayant jamais participé activement à l'exercice du pouvoir politique soient limitées. Malgré ces limites ma conviction est faite : oui, EELV doit participer au gouvernement. L'ampleur de la crise écologique et l'urgence d'engager enfin la conversion écologique de l'économie française sont telles que si vous restiez au bord du chemin, vous manqueriez à vos responsabilités à l'égard des générations futures même s'il n'est pas exclu qu'une telle attitude puisse se révéler en effet électoralement profitable pour EELV.

Pour avoir suivi de près, vu mon grand âge, les précédentes périodes de gouvernement de gauche entre 1981 et 1993 puis de 1997 à 2001, je comprends bien la défiance que peuvent éprouver les écologistes à l'égard des socialistes et des communistes (transmutés actuellement sous la forme du Front de gauche) : les gouvernements qu'ils ont animé ensemble ont constamment échoué à réorienter l'économie française dans un sens plus durable bien que l'évidence et l'ampleur de la crise écologique soient connues depuis au moins le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance de 1972, il y a quarante ans. Les connaissances nouvelles accumulées au cours des années suivantes n'ont fait que confirmer et amplifier ce sombre diagnostic. Socialistes et communistes au pouvoir n'ont fait pourtant que perpétuer la tradition productiviste de l'appareil d'État français, largement responsable de notre immense retard en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de notre urbanisme catastrophique qui favorise la voiture et grignote les terres agricoles, d'une agriculture intensive championne du monde de l'usage des pesticides et des engrais chimiques... Même entre 1997 et 2001, cinq ans après le sommet de Rio, il n'avait pas été possible aux ministres écologistes de peser suffisamment sur la politique gouvernementale pour engager un tournant, Lionel Jospin privilégiant à l'époque l'alliance avec le Parti communiste. Au point que c'est la droite et Nicolas Sarkozy qui, avec le Grenelle de l'environnement de 2007, ont paru un moment être les premiers à prendre vraiment la mesure de la crise écologique et à réorienter l'action publique en conséquence. Entre temps, le caractère superficiel et artificiel de cette conversion est certes apparu au grand jour, notamment depuis le célèbre « l'environnement, ça commence à bien faire » de Nicolas Sarkozy en 2010.

Mais aujourd'hui une participation gouvernementale d'EELV rencontrerait-elle les mêmes obstacles et les mêmes limites qu'entre 1997 et 2001 ? Malgré le peu de cas que fait indéniablement François Hollande de la problématique écologique, je ne le crois pas. Tout d'abord, les socialistes eux-mêmes, au-delà de la personne de François Hollande, ont largement pris conscience de la réalité de la crise écologique. Leurs élus locaux, souvent sous la pression d'EELV d'ailleurs, ont commencé à engager des politiques significatives même si les moyens des collectivités locales restent limités dans ces domaines. Même le Front de gauche affiche désormais, sous l'impulsion du Parti de gauche et de Jean-Luc Mélenchon, une sensibilité réelle et nouvelle à ces problématiques. Le risque existe cette fois, même si il est c'est vrai très limité, que si EELV ne participe pas au gouvernement, d'autres fassent la preuve qu'on peut, même sans les écologistes, mener des politiques environnementales ambitieuses...

Mais surtout la crise écologique n'est pas pour demain, elle est déjà là. Si l'Europe retombe dans la récession c'est certes parce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont très mal géré la crise de la zone

euro, mais c'est aussi parce que la hausse des prix du pétrole et des matières premières touche de nouveau de plein fouet l'Europe. En effet comme l'Europe est la zone la plus anciennement industrialisée du globe, elle est aussi celle qui dépend le plus de l'extérieur pour toutes les matières premières non renouvelables, épuisées sur son territoire. Autrement dit elle est la première victime de la hausse de leurs prix engendrée par la croissance des pays émergents : la France et l'Europe ne sortiront de la crise actuelle que si elles sont capables d'accélérer la transition énergétique et la conversion écologique de leurs économies malgré toutes les difficultés, bien réelles, des finances publiques. Quelles que soient les réticences et les retards à l'allumage de tel ou tel, la crise écologique se rappellera donc constamment et puissamment au souvenir de ceux qui nous gouverneront au cours des prochaines années. Autant que celles et ceux qui ont compris depuis longtemps l'ampleur de ces problèmes et réfléchi aux solutions soient eux aussi aux manettes pour éviter que de nouveaux retards soient pris dans la réponse à cette crise écologique.

En refusant de mettre les mains dans le cambouis, en restant à l'extérieur du gouvernement, EELV pourrait certes profiter, y compris sur le plan électoral, de la position confortable réservée en tous temps à l'opposition de sa majesté. Mais en privant le gouvernement de compétences indispensables pour mener à bien la conversion écologique de notre économie, EELV porterait aussi une responsabilité déterminante dans le retard supplémentaire et probablement irrattrapable qui serait pris sur ce terrain. Alors oui, quand faut y aller, faut y aller...

Déconstruire 5 arguments

Patrick Franjou

Ayant regardé attentivement les arguments de ceux qui sont hostiles à la participation gouvernementale, je suis tenté de les résumer et les débattre ainsi :

1 Aller au gouvernement dans un tel contexte économique et financier, c'est aller au casse pipe et nourrir les désillusions !

L'argument est curieux ; nous sommes bien d'accord sur la gravité de la crise économique, financière et écologique. Mais nous pensons que nous avons une partie des solutions (pas toutes, ce serait prétentieux) Ainsi, quand la situation est difficile, on se défause ? Ou alors on attend des temps meilleurs, quand "il y aura du grain à moudre", et de quoi financer des dépenses sociales ou environnementales ? Admettons pour le débat que d'ici quelque temps la France, l'Europe retrouvent le chemin d'une croissance durable (, on ne sait par quel miracle et, hypothèse par ailleurs étonnante quand elle est émise par des partisans de la décroissance) et que ceci advienne sous des gouvernements de droite, ou socialistes homogènes. Mais alors si un telle issue est possible, sans nous, à quoi servons nous exactement ?

2 2012 ce n'est pas le bon moment ; il faut attendre 2017

C'est le même argument sous une autre forme : il faut laisser les socialistes se planter, prendre le temps de se construire, les gens viendront naturellement vers nous .Mais cela ne se passe jamais comme cela .Quand une expérience de gauche échoue, ce n'est pas l'autre gauche qui gagne, c'est la droite. Toujours. Et il y a quelque indécence à expliquer que le malheur des gens, des chômeurs, des licenciés, des mal logés, peut attendre cinq ans, sans avoir essayé au moins d'agir. Il n'y a pas un temps de l'écologie qui serait différent des autres. Les écologistes n'ont pas d'intérêt distinct de celui de la société.

3 Aller au gouvernement c'est compromettre nos chances aux municipales

Pour certains, la gauche sera en difficulté dès l'automne ; ne pouvant répondre aux demandes populaires ni même tenir ses promesses, elle subira de plein fouet le désamour de l'opinion et reculera fortement aux municipales

Rester en dehors nous permet d'échapper à ce recul voire même d'apparaître comme un recours L'argument méconnaît les logiques électorales les plus évidentes : si le PS recule fortement aux municipales, cela profitera surtout à la droite voire à l'extrême droite ; et même si nous nous maintenons, voire progressons très légèrement, le compte n'y sera pas au deuxième tour; et des dizaines de villes basculeront à droite

Il me semble au contraire que si nous sommes, ainsi que le Front de gauche, pleinement engagés dans l'expérience, la base sociale et politique de la majorité sera plus large, et peut lui permettre, sans que rien ne soit jamais gagné, de se confronter à des temps qui vont assurément être durs

J'ajouterai un mot : notre implantation locale, nos mandats locaux ont contribué à la crédibilité de ce mouvement et les militants y sont légitimement attachés ; mais nous sommes aussi un parti national (voire même européen et international) qui ambitionne de gérer les affaires du pays. Sinon, on conserve juste la FEVE et on met en veilleuse Congrès, CF, CE, commissions. On fera des économies de temps et d'argent

Et un autre encore : la France n'est pas une République fédérale, l'exercice des pouvoirs locaux permet d'innover et de résister mais n'équivaut pas à l'exercice du pouvoir central ; la gauche et les écologistes ont pu le vérifier ces dernières années

4 Majorité parlementaire oui, majorité gouvernementale non ?

L'appartenance à la seule majorité parlementaire aurait toutes les vertus, nous pourrions voter ce avec quoi nous sommes d'accord et refuser le reste. Surtout si nous sommes groupe charnière. Mais ce scénario, en cas d'une nette victoire de Hollande, est improbable. La date des législatives, et le mécanisme même du scrutin devraient profiter au parti majoritaire.

Le positionnement proposé méconnaît la réalité de nos institutions : nous ne sommes plus dans la IV^e République, et pas encore dans la VI^eme. L'initiative des lois appartient pour l'essentiel au gouvernement Si ce dernier dépose devant le Parlement un projet de loi sur l'efficacité énergétique dans le logement, qui aura la visibilité politique et médiatique ? Le Ministre en charge du secteur. Préférez vous que ce soit un Ministre PS ou un Ministre EELV ?

C'est bien un des enjeux du débat

5 Avec notre résultat aux présidentielles, nous pèserons peu.

C'est sûrement le principal problème. La responsabilité commande de renvoyer à plus tard (cet été) l'analyse de cette séquence pénible et des raisons de l'échec. Mais l'urgence écologique n'a pas disparu ; elle est pointée par des organisations comme l'OCDE Près de nous, des gouvernements nationaux ou régionaux mettent en œuvre des politiques qui en tiennent compte. Nous pouvons, nous devons le faire ici aussi, et le faire valoir pendant la campagne des législatives Nous aurons à expliquer que le "vote pour la planète" a pris une expression multiforme pendant la présidentielle, mais que l'écologie, sous ses couleurs ou en union, retrouvera son audience aux législatives.

Réflexions sur la participation des écologistes au gouvernement

Par André Gattolin

La présente note vise à évaluer **les avantages et les inconvénients d'une possible participation d'EELV à un futur gouvernement de gauche**, après une éventuelle victoire à la présidentielle.

Ce travail ne prétend pas à l'exhaustivité des arguments. Il s'agit d'**une première réflexion** de qui doit être approfondie et discutée **au regard d'une situation politique encore incertaine** et qui ne se clarifiera qu'au lendemain du second tour de la présidentielle et des propositions qui nous seront faites par nos partenaires.

En dépit de son caractère argumenté, **ce document n'a pas prétention à synthétiser toutes les positions du mouvement sur ce sujet** vaste et complexe. Le propos général développé dans **ce texte ne se revendique d'aucune « neutralité »** : son auteur ne cache pas qu'en dépit de certaines réticences, son opinion penche globalement en faveur d'une participation de notre mouvement à un futur gouvernement de gauche.

Cette note n'engage naturellement que son auteur, même si - après rédaction d'un premier jet - je me suis permis de la faire circuler auprès d'un certain nombre de collègues parlementaires, militants et responsables de notre formation. **J'ai ainsi intégré plusieurs des corrections et suggestions qui m'ont été faites** dans la mesure où cela était possible à mes yeux. Il ne s'agit donc pas d'un texte engageant le groupe parlementaire auquel j'appartiens (celui des sénateurs écologistes), ni le courant interne à EELV dont je suis issu (motion CETT).

1) Les avantages d'une participation à un gouvernement de la gauche :

- Une participation accroîtrait assez singulièrement la visibilité de notre mouvement :

. La présence de ministres écologistes au gouvernement constitue **une garantie de visibilité médiatique** ; chose qui, en dépit de nos initiatives, fait encore trop défaut. Dans les médias audiovisuels, le statut ministériel ouvre l'accès aux plateaux et - étrangement - à un **traitement « plus institutionnel »** que celui auquel nous avons droit depuis une dizaine d'années. Rappelons qu'en période non électorale, le CSA préconise qu'un tiers du temps de parole revienne au gouvernement, un tiers à la majorité et un tiers à l'opposition...

Jusqu'à présent, nous ne disposons que d'une part congrue de l'ensemble du temps de parole dévolu à l'opposition. Naturellement, il faut souligner que le temps de parole accordé à des ministres écologistes concernera - sauf crise politique au sein de la majorité - en premier lieu les domaines de compétences des dits ministres (d'où l'importance de la nature des ministères qui nous seront proposés... et bien évidemment de leur nombre).

L'argument d'une visibilité accrue grâce à la participation gouvernementale **est indéniable, mais il doit toutefois être relativisé** : il concernera davantage les ministres issus de notre mouvement que l'ensemble de notre mouvement en tant que tel. En la matière, il serait bon de dresser un bilan approfondi de notre première et seule expérience de participation gouvernementale (1997-2002) et d'en tirer les enseignements pour améliorer notre visibilité médiatique globale.

- Une participation au gouvernement renforcerait notre crédibilité politique auprès de l'opinion et de l'électorat :

. D'abord et à très court terme, **un refus de participer** au premier gouvernement qui se constituera au lendemain du second tour de la présidentielle **apparaîtrait incohérent**, voire politiquement suicidaire. L'accord électoral passé avec le PS pour les législatives volerait en

éclats et nous nous condamnerions à n'avoir pas (ou très peu) de députés écologistes à l'Assemblée nationale.

La **constitution d'un groupe écologiste à l'Assemblée Nationale** a toujours été **notre première priorité politique**. Notre présence au gouvernement, notamment si le Front de Gauche et le PCF décident ne pas y entrer, nous donnera des garanties quant au respect de l'accord, en évitant le risque de candidatures dissidentes.

. Plus généralement, une participation au gouvernement permet de **mettre en œuvre certaines de nos propositions politiques** en disposant des moyens législatifs, administratifs et budgétaires que celles-ci nécessitent. C'est donc **notre opérationnalité politique qui est en jeu** ; celle-ci ne pourra évidemment s'exprimer que si les conditions négociées sont satisfaisantes. **Nous disposons déjà d'un accord programmatique avec le PS** : il apparaîtrait incompréhensible aux yeux de l'opinion, en particulier au lendemain d'une victoire de la gauche, que nous refusions de tenter l'expérience gouvernementale, sauf en cas de reniement haut et fort de cet accord par nos partenaires.

. **Notre participation gouvernementale doit**, en termes de crédibilité politique, également **être évaluée en perspective** ; c'est-à-dire au regard de l'apport et de l'enrichissement potentiel qu'elle pourrait représenter pour **l'avenir politique et électoral de notre mouvement**. Notre expérience du gouvernement reste relativement faible (seuls trois de nos dirigeants ont déjà accédé à ce type de fonction) et assez ancienne (il y a plus de dix ans). Disposer de plusieurs ministres dans les mois à venir renforcerait **notre capacité à prétendre un jour conduire un gouvernement** et constituerait probablement un atout politique pour nos candidatures futures tant à la présidentielle qu'aux élections législatives. Une **connaissance éprouvée de la machine étato-administrative du pays** est une condition essentielle à notre réussite future. Il ne faut cependant pas négliger le risque de nous voir entraînés dans une spirale négative en cas de forte impopularité forte ou d'échec d'un gouvernement conduit par les socialistes. Notre marge de manœuvre est donc assez étroite et il faudra donc très vite tenter d'imposer un style et un mode de gouvernance ministériel assez distincts de ceux jusque-là trop souvent adoptés par la gauche au pouvoir.

. Enfin, **c'est l'urgence écologique, économique et sociale du pays et de la planète qui nous a**, en premier lieu, **conduit à signer un accord** avec le Parti socialiste. En matière de lutte contre le changement climatique, de modification de notre mix énergétique, de prévention sanitaire et de transformation de notre politique agricole, et même si les accords passés constituent des compromis au regard de nos demandes, il apparaîtrait **peu compréhensible** aux yeux de l'opinion et de nos soutiens **que nous nous enfermions dans une posture du tout ou rien**.

2) Les inconvénients d'une participation écologique au gouvernement :

– **Un rapport de force** politique qui, en l'état, semble **peu favorable aux écologistes**. L'élection présidentielle est traditionnellement peu porteuse pour les écologistes, mais c'est malheureusement elle qui détermine pour une large part le poids qui nous est accordé au sein de l'exécutif. Si on ne voit guère les socialistes ne pas nous proposer d'avoir des **ministres, leur nombre et leurs attributions risquent** en revanche **d'être très limité**.

Un possible refus du Front de gauche de participer à l'exécutif peut toutefois jouer en notre faveur si nous faisons le choix de participer. En outre, il ne faut pas exclure le fait que **le futur Président** puisse être **tenté d'élargir sa majorité présidentielle** en faisant appel à des personnalités n'émanant pas seulement des formations politiques alliées. Cela s'est déjà vu par le passé et

c'est une hypothèse à ne pas négliger en période de crise économique grave. Par ailleurs, **le PRG** (sans qu'il n'existe pas de majorité sénatoriale) **a des chances d'être bien servi**, en raison notamment de sa participation à la primaire socialiste et sa décision de soutenir François Hollande dès le premier tour de la présidentielle.

Un nombre trop restreint de ministres écologistes qui ne disposeraient que d'attributions réduites **rendrait difficile l'acceptation d'un tel accord** par notre base militante.

- **Le contexte socio-économique actuel**, marqué notamment par la crise financière et les restrictions budgétaires, **peut aussi constituer un handicap de taille**. Les mesures que nous proposons nécessitent un véritable engagement budgétaire pour réorienter les politiques conduites jusqu'à présent en matière d'énergie, de stratégie industrielle et agricole, de protection sanitaire et environnementale, de solidarités actives...

Parallèlement à ces dépenses induites par le chantier de la transformation écologiste de la société, nous proposons nombre de mesures génératrices d'économies. Celles-ci vont naturellement à l'encontre d'intérêts puissants et bien établis et il est à craindre que nos partenaires socialistes ne soient pas toujours en mesure de tenir tête à certains lobbies très implantés dans l'appareil d'Etat.

Passé le temps des élections, **le nouveau gouvernement pourrait être tenté de revenir en arrière sur certaines promesses** et accords passés avec notre mouvement. La crise de la dette et de la zone euro est loin d'être derrière nous et les années à venir ont de fortes chances d'être des **années de vaches maigres sur le plan budgétaire**.

En situation minoritaire au sein du gouvernement, nos ministres ne disposeront pas toujours d'arbitrages favorables ce qui peut, in fine, peser en termes de bilan politique de notre formation. A cela s'ajoute que, même si nous parvenons en juin à disposer d'un groupe autonome à l'Assemblée nationale, il y a très peu de chance - compte tenu du mode de scrutin majoritaire - que celui-ci puisse jouer un rôle charnière qui obligerait le Parti socialiste à nous ménager.

- Pour toutes ces raisons, **les deux années à venir seront vraisemblablement difficiles** et l'état de grâce une fois terminé, la popularité de la nouvelle majorité présidentielle et des partis qui la composent sera vraisemblablement très affectée. **L'année 2014 sera une année électorale à la fois très importante et très délicate** à manœuvrer pour notre mouvement. C'est l'année où devraient avoir lieu les élections municipales, les élections européennes et à l'automne le renouvellement de la moitié du Sénat : **des scrutins qui** en général nous sont assez favorables et qui **ont largement contribué** (avec les élections régionales) **à notre enracinement** dans la vie politique française. Un échec à cette série de scrutins marquerait sans doute **un sérieux coup d'arrêt à l'ascension** connue par notre mouvement depuis 2009.

3) Le coût électoral et politique d'une non-participation au gouvernement :

- Le choix de ne pas participer au gouvernement aurait **un coût électoral immédiat**, notamment lors des législatives de juin prochain. D'abord parce que cela constituerait **une sorte de rupture de contrat moral** avec le Parti socialiste et que celui-ci, s'il se sentait encore obligé par l'accord, ne ferait rien pour empêcher la **multiplication de candidatures dissidentes** dans les circonscriptions qui nous ont été réservées.

Par ailleurs, en cas de victoire de la gauche, nombre d'électeurs ne comprendraient pas notre attitude et interpréteraient celle-ci comme **un refus d'assumer nos responsabilités**. Nos candidats seraient sanctionnés et la gauche donnerait l'image d'être profondément divisée, ce qui pourrait priver le futur Président d'une majorité confortable à l'Assemblée nationale (interdisant au passage toute possibilité de réforme constitutionnelle).

L'hypothèse d'un soutien sans participation, si elle peut sembler séduisante, n'a **pratiquement aucune chance d'influer significativement sur les grandes orientations** gouvernementales, tant il est probable que le PS obtiendra à lui seul - ou sans nous - une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Certes, notre groupe est en position charnière au Sénat (ce qui constitue un atout non négligeable), mais c'est aussi le cas des groupes CRC et RDSE. D'autre part, une absence de majorité présidentielle au Sénat inciterait le gouvernement à user de procédures constitutionnelles qui réduiraient singulièrement notre marge de manœuvre au sein de cette assemblée.

- En cas de refus écologiste de participer au gouvernement, le Président de la République pourrait être tenté de **nous substituer d'autres partenaires issus de la nébuleuse écologiste**, voire de favoriser la constitution d'une formation concurrente (comme cela fut le cas avec la création de Génération Ecologie en 1990) ou de développer au sein du PS une mouvance de nature écologisante. Ceci aurait évidemment des **conséquences lourdes pour l'avenir d'EELV**.

- En nous tenant à l'écart des centres de décision politique, notre mouvement sera tenté par une posture protestataire qui ne semble guère correspondre à l'évolution majoritaire de notre électorat ces dernières années. Ce qui nous fait encore défaut et nous empêche aujourd'hui de diriger des exécutifs régionaux, c'est précisément **notre expérience encore trop faible de la gestion des affaires publiques**.

L'**expérience gouvernementale** constitue une **étape indispensable** dans l'acquisition de la crédibilité nécessaire **pour prétendre demain jouer un rôle plus important** dans la vie politique française. Nous le constatons quotidiennement au Sénat depuis six mois : nous disposons certes d'une bonne expertise dans de nombreux domaines, mais nous nous heurtons souvent à **l'organisation étato-administrative particulière de notre pays** : nous la connaissons assez mal et nous ne disposons que de très **peu de relais ou d'alliés dans la haute fonction publique** qui joue - que cela nous plaise ou non - un rôle très important dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

L'entrée au gouvernement ne signifie pas seulement l'obtention de postes ministériels ; elle ouvre aussi la **possibilité de nominations de certains écologistes à la tête d'agences** gouvernementales et d'établissements publics qui disposent d'un véritable pouvoir d'action.

4) Les conditions d'une entrée satisfaisante au sein du gouvernement :

Ces conditions sont évidemment nombreuses, compte tenu du contexte social, économique et politique délicat que nous traversons. **Leur réalisation est encore incertaine** car découlant d'événements ou de décisions non encore survenues et qui sont loin de dépendre de la seule volonté de notre mouvement.

- A l'évidence, les **résultats du premier tour de la présidentielle**, ainsi que les rapports de force politiques qui se dégageront entre les différentes formations de gauche, représenteront un facteur important. De même que la qualité des rapports de voix de nos électeurs vers le candidat de gauche et que l'ampleur de sa victoire électorale.

L'**attitude du nouveau Président sera elle aussi déterminante**, dans sa volonté ou non de respecter à lettre les engagements pris par Martine Aubry. Dans sa volonté aussi de constituer un premier gouvernement aux dimensions plus ou moins restreintes et dans la place qu'il entendra donner à ses différents partenaires ainsi qu'aux différents courants internes à son parti.

Sur ce dernier point, certaines figures du PS peuvent seront sans doute des concurrents sérieux pour des ministères que nous pourrions convoiter.

Si on s'en tient aux pratiques de la Ve République et aux usages du Parti socialiste par le passé,

il est fort possible que....

. **Le premier gouvernement** visera d'abord à remporter les législatives de juin et à donner un signal politique fort à destination de la nation. Selon toute probabilité, ce gouvernement sera de taille « **relativement** » **restreinte** et accordera vraisemblablement des postes de choix à certains caciques du PS (beaucoup d'hommes de plus de 50 ans). Mais ce gouvernement visera sans doute à être assez **paritaire** en termes de composition hommes/femmes et à comporter des figures de premier plan des partis partenaires. Cela risque de conduire le Président et son Premier ministre à **faire peser sur nous** et sur les autres partenaires du PS **le poids d'un certain rééquilibrage sociologique de l'équipe gouvernementale** (plus de femmes, plus jeunes, plus de personnes issues de la diversité et en veillant au global de disposer d'une assez bonne dispersion régionale des ministres nommés).

. **Ce premier gouvernement sera suivi d'un second au lendemain des législatives**, vraisemblablement conduit par le même Premier ministre, mais remanié et **sans doute élargi**, en fonction des résultats du scrutin législatif. Concrètement, cela signifie que les écologistes peuvent espérer, à cette occasion si tout se passe bien lors des législatives, **l'ouverture possible d'un ou deux postes ministériels supplémentaires** dans ce nouveau gouvernement (sauf en cas d'une forte contrainte d'ouverture de la majorité présidentielle).

– **La nature des attributions ministérielles** qui seront dévolues aux écologistes **sera également déterminante pour notre crédibilité gouvernementale** et politique. A condition évidemment de disposer d'une marge de manœuvre politique et budgétaire significatives dans chacun de ces domaines.

En l'état, faire une liste de ministères souhaitables par nous n'a naturellement aucun sens ou relèverait du vœu pieu.

Concernant les écologistes, nos partenaires et une large partie de l'opinion pensent naturellement aux questions environnementales, à l'économie sociale, à la consommation. Il faut cependant constater que **dans les pays où les écologistes ont fortement progressé** en termes de crédibilité politique à la suite de leur présence au gouvernement, **le fait d'avoir accédé à des ministères de premier plan et prestigieux a incontestablement été un atout** (ex. : le Ministère des affaires étrangères ou celui de l'agriculture en Allemagne sous Schröder).

– L'entrée au gouvernement devra **veiller à ne pas affaiblir ou à vider de ses principaux cadres notre formation politique**, ni sa gouvernance. Le parti devra certes soutenir ses ministres et l'action du gouvernement, mais il devra aussi **être mesure de peser dans le rapport de force** constructif avec nos partenaires et continuer d'être une force active de propositions novatrices. Cela suppose qu'il ne soit **pas une simple courroie de transmission** et qu'il demeure capable de mener des campagnes de mobilisation en s'appuyant sur les associations et la société civile. Il faudra vraisemblablement **mener des initiatives fortes** en collaboration avec le monde associatif et les ONG tant sur les questions environnementales, sociales que sur la question des choix énergétiques. Si, comme le déclare le candidat François Hollande, son intention est de s'inspirer de la méthode dite des Grenelles, il sera urgent de renforcer nos alliances avec les associations qui pèseront dans ces discussions.

Contribution à la réflexion sur une éventuelle participation gouvernementale éléments d'expériences ailleurs en Europe.

Par Edouard Gaudot, Membre du CF - Région Hors de France, DN à l'Europe fédérale

Sur les 20 dernières années, des écologistes ont exercé des fonctions exécutives gouvernementales dans pas moins de 17 pays européens différents (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Italie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, République Tchèque et Ukraine). Bien entendu, les différentes conditions d'accès au pouvoir (trajectoires individuelles, majorité plurielle ou majorité charnière), les circonstances particulières et les modalités mêmes de l'action gouvernementale ont fortement influé sur les fortunes diverses des partis verts ou écologistes dans ces différents pays (cf. la note des Verts australiens « Balance of Power and Greens in Government - experiences in Europe », à lire ici : <http://greeninstitute.org.au/projects/files/2011/02/2011-03-07-Greens-in-balance.pdf> en anglais).

Ainsi, dans les pays d'Europe centrale et des Balkans mentionnés, les partis verts sont aujourd'hui au mieux en reconstruction (Tchèques) au pire extrêmement faibles et marginalisés (Pologne). Ailleurs, comme en Irlande ou en Italie, il a été très difficile de survivre électoralement à une expérience gouvernementale plus ou moins heureuse. En revanche la Belgique, l'Allemagne ou la Finlande viennent démontrer que les écologistes peuvent sortir renforcés d'une participation gouvernementale bien assumée.

1. Quelques évidences qu'il est toujours bon de rappeler

- insister sur la qualité et la précision de l'accord gouvernemental, y compris dans la budgétisation et le calendrier
- entretenir une communication claire sur les modalités d'adaptation et la marge de manœuvre en cas de redéfinition du cap (contrainte budgétaire, arbitrages prioritaires etc.)
- utiliser cette occasion pour consolider et développer la base militante et la structure du parti (finances mais surtout ressources humaines - voir l'exemple belge).
- transparence dans la communication interne et coordination dans la communication externe.
- réfléchir très sérieusement et froidement aux conditions de la rupture du pacte gouvernemental pour éviter les fièvres, l'inconstance et la décrédibilisation : quitter le gouvernement sur un incident mineur souvent après avoir accepté une concession majeure est le cas typique et coûte doublement plus cher.

2. Trois recommandations majeures tirées principalement de l'expérience positive d'Ecolo (BE) et un peu moins positive de Strana Zelenych (CZ).

A. Mettre l'accent sur les ressources humaines

Etablir une cellule de recrutement et de gestion des ressources humaines. Développer une stratégie mutuelle de ressources humaines et d'expertise est le seul moyen de combattre la tentation naturelle à la surdétermination des recrutements par affinités régionales, de tendances, de cercles ou simplement de réseaux personnels.

Cette cellule doit permettre de mutualiser les ressources et surtout de constituer **une réserve mobilisable** pour la composition des cabinets ou des missions spécifiques. Cette composition se délibère collectivement pour les postes les plus exposés.

Attention, certains postes ou missions doivent être aussi pourvus par appel d'offre public.

B. Confier le centre de la réflexion politique au parti qui doit tenir son rôle de lieu de délibération

collective

- Faire du parti le think-tank de l'action ministérielle et le réceptacle de cette expérience gouvernementale. Il organise les synergies entre travail gouvernemental, travail parlementaire et relais dans la société. Les Commissions thématiques se réorientent vers la prospective et impliquent autant que possible les travaux des parlementaires. Des task-forces permanentes sur quelques sujets au long cours sont aussi indispensables.
- Impliquer les parlementaires dans la définition et la conduite des différentes parties de l'accord gouvernemental, pour éviter les ambivalences, la personnalisation des trajectoires et la tentation d'un mandat impératif du parti à ses représentants.

C. Mettre en place des canaux de coopération renforcée

- Constituer un Bureau Politique composé de la Direction, des parlementaires, des ministres et/ou de leur représentant et de membres cooptés.
- Renforcer la coordination par thème sous forme de « trio » : le conseiller du cabinet, le parlementaire concerné et le conseiller du parti, avec pour objectif de renforcer le rôle du parlementaire pour en faire le référent.
- Mettre en place au niveau ministériel des principes de fonctionnement communs (sobriété, empreinte écologique réduite, équité, parité, transversalité, collectif, pratique des marchés publics, interaction avec les corps intermédiaires...).

Epargné par le tourbillon de l'action gouvernementale, le parti doit exercer par excellence son rôle de régulateur politique et de référent éthique. Pour que l'expérience fasse grandir collectivement, il doit être le centre névralgique de toute participation à l'exécutif. Mais l'atmosphère de confiance mutuelle suppose aussi qu'au préalable, le parti renonce à la tentation léniniste du contrôle absolu, du mandat impératif et de la réduction des individualités à une parole collective désincarnée ; et que les parlementaires, ministres et cabinets se gardent de la distance, la négligence voire le dédain que les différences de perspective et de rythme peuvent occasionner. C'est un apprentissage collectif mutuel.

Pour aller plus loin : La plupart des partis écologistes européens sont tout à fait disposés à partager leur expérience gouvernementale, mais pour de nombreuses raisons assez évidentes, ils restent plutôt réticents à le faire sous forme de note (auto)critique diffusable. Cette petite note repose donc sur des échanges personnels, bilatéraux et officiels. C'est surtout une réflexion basée sur l'observation plus qu'un audit d'expertise. Il serait éventuellement utile d'engager la discussion directement en invitant des représentants **d'Ecolo (BE), des Grünen (DE), de Strana Zelenych (CZ) ou de Vihreät (FI)** qui sont de loin les plus sérieuses expériences gouvernementales à méditer sur ces dernières années.

Pas de participation gouvernementale sans accord de gouvernement

par Jérôme Gleizes

Le 6 mai, la gauche reviendra normalement au pouvoir après une absence de 10 ans gouvernement et 17 ans à la présidence. Avec le Sénat, la quasi totalité des régions et plus de la moitié des départements, elle aura une lourde responsabilité. Est-ce que les écologistes participeront au gouvernement comme en 1997 ?

Battre Sarkozy ne fait plus débat tellement sa politique a été catastrophique : aggravation des inégalités, réformes fiscales au profit des classes sociales les plus riches qui ont endetté la France, politiques écologiques cosmétiques après une instrumentalisation du Grenelle de l'environnement...

Mais battre Sarkozy ne suffit pas à répondre à l'urgence des crises. Aujourd'hui, le moment n'est pas à la seule résistance mais surtout à l'action politique. Ne pas le faire, c'est prendre le risque de vivre la même séquence 1997-2002 avec Marine Le Pen à la place de son père en 2017. Et la situation en 2012 est pire qu'en 1997. Depuis la crise de 2009, la pire depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Monde est en léthargie économique. L'Europe est incapable de rebondir. Les politiques d'austérité s'imposent comme la norme plaçant des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne dans des situations sociales explosives. Le prix des matières premières reste à des niveaux élevés car la pénurie se généralise tant pour les matières non renouvelable, et notamment le pétrole que pour les produits alimentaires. Les dérèglements climatiques s'amplifient. Les derniers scénarios présentés le 9 février 2012 en préparation du prochain rapport du GIEC de 2014 confirme les conclusions et les hypothèses les plus pessimistes du dernier rapport de 2007 avec à l'horizon 2100, pour le scénario le plus pessimiste, une hausse de 3,5 à 5° C des températures, et pour le plus optimiste, une augmentation de 2° C dans le cas où des politiques climatiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre serait mise effectivement en œuvre.

Lors de cette élection présidentielle, le pire pour les écologistes aura été l'incapacité des candidats à l'élection présidentielle de penser les causes de la crise. Pour nous cette crise est fondamentalement de nature écologique. Elle n'est pas financière comme le pensent les socialistes. Il faut certes moraliser la finance mais d'aucune manière, cela ne suffira à sortir la crise. Elle n'est pas due aussi à une insuffisance du pouvoir d'achat des ménages comme le pense le Front de Gauche. Il faut certes réduire les inégalités qui se sont aggravées en 10 ans de gouvernement de droite mais une simple politique classique keynésienne serait aussi aujourd'hui impuissante à sortir de la crise. André Gorz les critiquait déjà dans les années 80 dans « *les chemins du paradis* ». La capitalisme butte à des limites internes avec notamment l'insuffisance de ressources naturelles.

Collectivement, nous avons décidé à La Rochelle que « *conscients de la gravité des enjeux, puisque tout est déréglé, nous proposons de tout changer. C'est pour porter cette nouvelle volonté que les écologistes doivent peser de manière décisive. Le projet écologiste ne peut se diluer dans un grand ensemble et ne peut pas non plus participer à un front du seul refus, il doit être présenté devant les électeurs dans sa globalité et sa radicalité. Nulle autre formation politique ne peut porter aujourd'hui l'espérance que propose les écologistes. Notre projet doit être celui d'une écologie de transformation qui cherche à répondre à tous les enjeux de la crise et apporte des solutions dans tous les domaines - environnementaux, économiques, sociaux et démocratiques.* »

Par ailleurs, « *Europe Écologie - Les Verts travaillera avec l'ensemble de ses partenaires de gauche à l'élaboration d'un pacte d'alternative reposant sur le principe d'autonomie contractuelle. C'est dans*

l'opposition à Nicolas Sarkozy et avec l'ensemble des forces politiques susceptibles de participer aux institutions, que nous élaborerons ce pacte. »

C'est avec ce mandat que nous avons travaillé sur un accord de mandature avec le seul Parti socialiste. Nous avons eu des désaccords entre nous sur la qualité de cet accord mais depuis le 11 avril, nous savons à quoi nous en tenir sur sa partie programmatique depuis que François Hollande a déclaré qu'« *un accord s'il a été signé entre les partis pour les circonscriptions, doit être respecté. En revanche, sur le projet, ce que les Français auront voté s'ils me choisissaient comme président de la République, le projet que j'ai présenté serait le programme du gouvernement.* »

L'urgence est toujours là, les exigences de La Rochelle, aussi. Mais aujourd'hui, une participation gouvernementale n'a plus de base programmatique. Nous sommes déjà en cela en deçà de l'accord de 1997 qui avait permis entre autre la fermeture de Super-phœnix, l'abandon du canal Rhin-Rhône et de la centrale du Carnet, les 35 heures. La situation est aujourd'hui plus critique et les risques d'échec plus grands mais qui obligent à prendre ses responsabilités. Nous sommes aussi en plus grande difficulté politique. Nous ne pouvons plus nous appuyer sur le score des élections européenne ou même régionales. L'écologie n'est pas au centre du débat politique, ni dans les propositions, ni dans l'analyse de la crise. Le Front de Gauche est dans une meilleure posture que nous pour négocier mais s'il appellera à battre Sarkozy, il n'est pas certain qui désire encore participer à un gouvernement, anticipant déjà l'échec.

Pour autant, les enjeux sont trop importants pour que nous ne tentons pas d'être responsable pour l'ensemble de la gauche et des écologistes. Nous devons négocier un pacte de gouvernement avec l'ensemble des forces de gauche comme nous l'avons écrit dans la motion d'orientation de La Rochelle. Le chemin est étroit. La campagne de François Hollande a été peu rassurante sur de nombreux points, confirmant les difficultés de la rédaction de l'accord de mandature. Sur le nucléaire, l'EPR est toujours dans les priorités énergétiques socialistes, même si les difficultés techniques s'accumulent et que le coût financier est toujours revu à la hausse. Les gaz de schistes sont de moins en moins contestés et apparaissent de plus en plus pour une partie des socialistes comme au recours à notre déficit en hydrocarbure. Sur l'Europe, l'abstention socialiste sur le traité instituant le Mécanisme Européen de Stabilité ne rassure pas sur la capacité du prochain Président de la République à pouvoir négocier le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, dit traité Merkozy. Mais en juin, doit se dérouler également le quatrième Sommet de la terre à Rio, une réforme fiscale va être faite lors du budget rectificatif de l'été, une réforme constitutionnelle est envisageable...

A l'issue de l'élection du nouveau président, il faut à nouveau revenir à la table de négociation, en élargissant à l'ensemble des forces de gauche pour négocier un contrat de gouvernement. C'est à l'issue de ce processus que nous devons valider ou pas notre participation gouvernementale.

Après le triple reflux (d'idées, de projets et d'image) des présidentielles, la cohérence passe par la participation au gouvernement

Par Serge Guérin, Membre titulaire du CF, Suppléant au COP

*Je ne crois pas assez à la raison pour croire à un système.
Ce qui m'intéresse, c'est de savoir comment me conduire.*

Albert Camus

Il y a trois façons de pratiquer l'exercice politique en temps de paix : attendre que la situation permette d'agir, agir pour renverser la situation, faire évoluer la situation pour agir. La première, portée par l'extrême gauche conduit à ne jamais agir. C'est la plus confortable. La deuxième répond à une conception léniniste des rapports de force et conduit aux dérives les plus abominables. La troisième est la seule qui soit cohérente avec l'écologie politique seule formule progressiste à pouvoir proposer des réponses aux défis de la crise environnementale, sociale, économique et culturelle.

Mais quelle est la situation à la veille des échéances présidentielles et législatives ?

EELV se retrouve dans une situation inconfortable : après un relatif succès aux Européennes (dû en partie au taux d'abstention des catégories populaires) en faveur des écologistes puis moindre aux Régionales, la campagne présidentielle a marqué un triple reflux de l'écologie. Reflux des idées, reflux de la capacité à porter des projets innovants et capables de répondre aux enjeux, reflux de l'image des écologistes en général et d'EELV en particulier.

Reflux des idées parce que celles de l'écologie politique ont été très peu présentes dans les débats et bien éloignées des enjeux économiques et sociaux. Reflux de la capacité à innover parce que la candidature d'Eva Joly a paru déconnecté de la société civile et que EELV n'a pas paru capable de dialoguer et construire avec les acteurs. Reflux d'image car les accords électoraux ont semblé répondre d'abord à des considérations de convenance sans grande cohérence avec la prétention affichée de faire de la politique autrement.

Il serait trop facile de faire porter sur les seules épaules d'Eva Joly, au nom d'une erreur de casting, cette situation. Rappelons d'abord qu'elle a été plébiscitée par le parti et portée par les principaux dirigeants du parti. L'erreur est pour le moins collective... Il eut d'ailleurs été plus logique que les dirigeants, représentant les sensibilités qui traversent EELV, prennent leur risque face aux adhérents pour représenter nos idées à la présidentielle.

La difficulté de la campagne s'explique en grande partie par l'inadéquation de la candidate avec le positionnement qui lui a été demandé de porter. Une candidate, dont l'image, au moins auprès de la population la plus informée, était celle de la probité et de la lutte pour une justice indépendante, qui s'est retrouvé devoir aborder des sujets qu'elle ne maîtrise pas toujours (ni son équipe rapprochée) et développer une vision globale capable de proposer une sortie de crise.

La campagne a été positionnée sur un axe « gauche de la gauche », très encombré, parfaitement décalé par rapport à la réalité économique de la situation du pays, et peu cohérent avec la réalité de la sociologie électorale du vote écolo, comme avec les substrats idéologiques qui président à l'écologie politique. Elle a eu à défendre des positions parfois incompréhensibles, décalées par rapport aux réalités sociales et quotidiennes vécues par la majorité de la population... Sans compter certaines propositions ou affirmations extrêmement clivantes. Je garde, par exemple, une blessure forte d'avoir entendu la candidate proposer des jours fériés en fonction de la religion de la personne. Au delà du ridicule, c'est une négation absolue du principe de laïcité qui organise le vivre en société dans notre République. C'est aussi la manifestation d'une méconnaissance totale de la vie des entreprises qui depuis un moment s'organisent travers des accommodements informels. Sans compter que même les autorités religieuses,

respectueuses du fait laïc et inquiètes de la stigmatisation, n'ont jamais demandé de telles formules. De la même façon, nous avons été nombreux à sursauter, pour rester dans la litote, en découvrant que la candidate puisse confondre laïcité et athéisme. De même qu'elle ne fut pas ma surprise, et pas seulement la mienne, d'apprendre que selon notre candidate des élèves sont obligés à mentir à leurs enseignants sur la raison de leur absence pour raison religieuse ! Petit rappel : le pacte républicain n'est pas le droit à la différence mais bien le droit à l'indifférence. En termes de démocratie interne, il y a comme un sujet à ce que ces thèmes soient colonisés par quelques personnes qui utilisent l'écologie comme un objet transitionnel pour régler leur problème de relation avec l'altérité, leur problème de relation avec eux-mêmes.

Cette présidentielle devait être la phase de confirmation de l'émergence de l'écologie comme force politique capable de dépasser l'affrontement classique et incapable de faire face aux enjeux du moment entre la droite libérale productiviste et la gauche sociale-démocrate productiviste. Avec Fukushima, les décisions de sortir du nucléaire en Allemagne, la bataille de la crédibilité n'avait jamais été si bien engagée. Le recul de François Bayrou libérait un espace issu de la deuxième gauche et du catholicisme social, mis en avant par Marcel Gauchet après la présidentielle de 2007, et qui devait trouver dans le discours et la pratique des écologistes un débouché logique et constructif.

La problématique essentielle du discours porté par EELV vient de sa difficulté à aborder la question sociale, sauf par le prisme de la question des Cités et des quartiers et à travers une vision souvent communautariste. Il y a pratiquement dix ans, Jean-Claude Michéa avait déjà démonté le « postulat insensé » selon lequel toute posture moderniste, en particulier dans le domaine des mœurs, était par définition un élément de lutte contre la marchandisation du monde. Le libéralisme le plus échevelé n'a rien à redire à propos du mariage homosexuel, bien au contraire. Il a tout à gagner à l'euthanasie... Notons d'ailleurs que l'écologie est une forme de conservatisme par exemple pour conserver la biodiversité, pour revenir à un monde sans nucléaire...

Finalement dans l'offre politique présente, EELV est peut être le mouvement qui a le moins conscience de la précarisation croissante d'une part toujours plus importante de la population. En témoigne que sur la quantité astronomique de mails sur la liste du CF (un domaine où il n'est pas question de décroissance !) le ratio entre ceux abordant des questions de mode de vie, se félicitant d'une victoire sémantique, s'écharpant sur un point statutaire... et ceux touchant aux enjeux sociaux, de vie en collectivité et de niveau de vie est de l'ordre de 1000 à 1... Des mails qui parfois ont tutoyé la bêtise, pour ne pas dire plus et conserver le bénéfice du doute, en particulier en réaction à la tuerie de Toulouse.

Alors que faire ?

On sait que l'histoire de l'écologie est faite de flux et reflux, de périodes d'ouverture et de phases de fermeture. Après l'espoir suscité par la campagne des européennes et la création d'EELV, et alors que la société n'a jamais eu autant besoin de la parole écolo, il faut bien dire que nous sommes nombreux à avoir vécu la séquence des primaires puis de la présidentielle comme un beau gâchis, mais aussi comme l'expression d'un retour vers une culture de forteresse assiégée, incapable de prendre le risque de la confrontation avec les réalités sociales et culturelles de la société.

En dehors des cas, peu nombreux, de copines et copains qui sont allés rejoindre les rangs du Front de Gauche, il faut surtout mesurer l'importance de celles et ceux qui déçus du mode de fonctionnement et des dérives n'ont pas eu envie de reprendre leur carte, n'ont pas trouvé la moindre motivation de poursuivre une aventure dont ils ont le sentiment qu'elle se fait sans elles et sans eux.

C'est pourquoi refuser de participer, en cas de victoire à la présidentielle confirmée aux législatives, de François Hollande, à un gouvernement de gauche serait un pas de plus vers l'incohérence et le retour à une logique d'enfermement.

Incohérence puisque nous avons choisi de signer un accord avec le PS. Seul moyen d'obtenir quelques

places à l'Assemblée Nationale. Incohérence puisque nous estimons très majoritairement - et nous le devons à la dynamique politique portée en son temps par Dominique Voynet - que l'écologie s'inscrit dans une perspective progressiste. Incohérence puisque dans l'ultra-majorité des cas, notre participation à des exécutifs locaux et territoriaux vient d'un accord passé avec le PS.

Retour à une logique sectaire car la confrontation avec d'autres logiques et cultures politiques permet d'évoluer, de prendre en considération d'autres priorités, d'influencer la décision, de faire œuvre de pédagogie, de prendre progressivement le leadership des idées. Bref d'agir concrètement pour faire bouger la situation.

A l'inverse, se renfermer dans une attitude hautaine et refuser de se salir les mains, au nom de la conviction d'être seul à détenir la vérité, c'est le plus sur moyen de se perdre dans des débats sans fin, dans des discussions et projets sans liens avec le réel, dans le lâche soulagement de ne pas avoir à affronter les dures réalités du moment.

C'est la raison pour laquelle je crois nécessaire de participer à un gouvernement, en sachant que notre poids électoral et social très faible rendra l'exercice difficile. C'est la raison, aussi, pour laquelle je crois nécessaire d'affirmer d'ores et déjà la nécessité de partir ensemble aux prochaines échéances électorales.

Les écologistes ne se referont pas une santé sur le dos de la gauche dans une période qui s'annonce très difficile et qui ne bénéficiera d'aucun été de grâce. La seule chance de retrouver une capacité importante à faire bouger la société Française, c'est d'affronter réellement la question sociale, de faire le lien entre la transition écologique et la réindustrialisation du pays, de sortir d'une vision simpliste de la mixité culturelle, de décider de parler à l'ensemble des composantes de la population non pas sur un principe de communauté mais sur une logique de citoyenneté. Sinon les écologistes d'EELV vont s'enfoncer très vite dans les plaisirs démodés des petites querelles entre amis laissant la Terre (mal) tourner sans nous...

Sur la participation d'EELV à un gouvernement

Note d'analyse

Par Erwan Lecoœur, sociologue consultant

▪ PRÉAMBULE : PENSER LA PARTICIPATION DANS SON CONTEXTE

L'hypothèse d'une participation écologiste au gouvernement en cas de victoire de François Hollande à l'élection présidentielle doit être envisagée en amont, à la fois **du point de vue du parti EELV, mais aussi à partir d'éléments d'analyse de l'opinion**, dans le jeu d'acteurs qui se fera jour à la suite de cette victoire de la gauche.

À ce titre, plusieurs facteurs déterminants sont à prendre en compte, dans les prochaines semaines :

- le résultat du premier tour de la Présidentielle ; à la fois pour Eva Joly et pour F. Hollande, mais aussi les concurrents (dont J-L. Mélenchon) ;
- la façon dont se jouera l'entre-deux-tours, entre EJ et FH, par rapport à JLM : type de ralliement, poids comparé et attitude (déclarations, dispositif de ralliement pour le 2d tour, etc.) ;
- la perception du gouvernement Hollande 1 : quels équilibres, quelles priorités, quelles personnalités ?
- la capacité d'EELV à aborder les Législatives avec un message clair : à la fois pour peser, mais aussi en partenariat (trouver la bonne formule, le bon équilibre) ;
- les attentes de l'électorat écologiste potentiel, qui sera amené à décider de son vote pour les Législatives (juin) ; à privilégier !

○ Participer ou pas ?

Si l'idée d'une participation au gouvernement semble assez logique a priori en termes politiques, et notamment pour bon nombre de dirigeants écologistes, la question d'un refus d'entrer au gouvernement sur des bases claires (non sortie du nucléaire, orientation trop clairement "productiviste", manque d'ambition...) peut aussi avoir son intérêt en termes de choix stratégique à plus long terme, à l'égard d'un électorat rétif et méfiant à l'égard de promesses déçues. (cf. infra)

Pour autant, mieux vaudrait envisager une participation "exigeante", qu'un refus de participer qui pourrait aussi être lu comme un manque de crédibilité, ou de volonté, dans le sillage d'une victoire qui sera lue avant tout comme la fin du sarkozysme, à laquelle les électeurs écologistes sont parmi les plus attachés.

En effet, les raisons avancées pour expliquer un refus pourraient laisser apparaître ce choix comme une décision "boutiquière" et politicienne (EELV veut garder sa pureté), eu égard aux enjeux et aux nécessités (crise, urgence, etc.). Et contraire à la fonction de "radical réformisme" de l'écologie politique. L'idéal serait alors de réussir à présenter l'entrée au gouvernement comme une "mission écologique" dans un moment difficile, avec des objectifs précis et des règles du jeu claires.

○ Un gouvernement formé avant les élections... ?

Enfin, la question n'est pas forcément la même en fonction du calendrier : entrer dans un gouvernement dès le 15 mai, c'est sans doute participer de la prévisible "vague rose", mais c'est aussi risquer

d'amoindrir la différenciation pour beaucoup de candidats (autonomes) EELV aux législatives ; à moins de présenter les choses sous l'angle : « changer, mais en mieux, avec des écologistes forts ! »

Enfin, à l'égard du grand public et en cas de négociations très dures au départ, une hypothèse pourrait être de reporter une entrée au gouvernement lors d'un remaniement – dont le PS aura besoin pour se relancer – (effet médias) avant 1 an, avec création de ministère (ou recomposition) ad hoc, en vertu de “missions” visibles et évaluables, à terme. Les écologistes arriveraient alors pour “aider” le gouvernement et le Président.

○ 1. Les nécessités d'une participation au gouvernement pour les écologistes

○ – tenir une place dans le jeu politique

Après la séquence difficile de la présidentielle, les écologistes auront besoin d'apparaître et de participer à l'élan (au moins un temps) qui suivra l'élection du nouveau président et du gouvernement.

Ne pas être au gouvernement, c'est risquer le statut d'opposant proche ; invisible, ou peu visible, et surtout position difficile à expliquer, à justifier pour des écologistes qui n'ont pas brillé à la présidentielle et qui ont conclu un accord pour les législatives.

○ – revendiquer l'urgence à agir, c'est une “mission” à accepter

Comment répéter l'urgence à agir et ne pas entrer dans le gouvernement qui remplace Sarkozy ? Aux yeux des français, un ministre doit être au service de tous, et non penser à son parti et à ses intérêts. Les subtilités de la position “prudentielle” de certains écologistes pourraient séduire des écologistes, ou des “protestataires”, mais elles seraient mal perçues par une majorité.

○ – donner à EELV un “débouché” politique, après la séquence 2009–2012

Dans une certaine mesure, la participation pourrait permettre de sortir les écologistes de l'ornière (électorale) dans laquelle ils sont, après la présidentielle. Participer, c'est avoir droit au chapitre, faire parti de la “majorité”, avoir une présence visible et pouvoir faire bouger les choses. C'est aussi tabler sur la possibilité de construire une nouvelle image de l'écologie politique à terme : majoritaire, forte, voire respectée...

○ 2. Les risques d'une participation au gouvernement

○ – apparaître comme des “politiques comme les autres”

C'est le leitmotiv d'une partie de l'électorat et de certains militants et sympathisants : entre au gouvernement, c'est entrer dans la logique d'une majorité qui va décevoir, forcément ! Et c'est apparaître comme des politiques, c'est “aller à la soupe”, faire carrière, etc.

D'abord, c'est se couper de la possibilité d'engranger des soutiens parmi les critiques de l'action gouvernementale ; Ensuite, la frange la plus contestataire de l'électorat risque de ne pas approuver. Et même autour d'EELV, des départs sont à prévoir.

- – des écologistes à faible légitimité (au vu de la présidentielle)

Au vu des résultats très faibles de la candidature présidentielle, pas de raison d’être représenté au gouvernement... En tous cas, dans une arithmétique politique de base - et surtout si le candidat Mélenchon est bien plus haut et pas autant (ou plus) représenté au gouvernement, les écologistes seront considérés comme “illégitimes” par certains, au sein d’un gouvernement. Et bon nombre de leurs “partenaires” ne se gêneront pas pour le faire savoir.

La posture de “politiciens” sera d’autant plus lourde que des écologistes seront nombreux dans la majorité, alors qu’ils semblent ne pas peser dans l’électorat - c’est le risque d’être ramené au score de la présidentielle !

- – une perte d’autonomie des écologistes :

Le risque serait de peser insuffisamment dans la majorité (en fonction du nombre de députés, notamment) et de devoir passer sous la coupe d’un PS qui ne verrait dans cette alliance qu’une variable d’ajustement écologiste dans un gouvernement socialiste ;

NB : ce risque est d’autant plus grand que les personnes nommées au gouvernement sont perçues comme en charge du parti, ou proches de sa direction. (cf. syndrome Gauche plurielle et l’effet Voynet).

- – co-pilote d’un avion en perdition : l’effet déceptif du pouvoir

À terme, c’est le véritable risque à prendre en compte si le gouvernement n’engage que peu de réformes et de faible intensité, voire s’il déçoit rapidement, ou va à l’encontre de ce qu’on attendrait de la gauche-écologiste... Sur plusieurs sujets, des ministres écologistes auraient à endosser des décisions au nom de la solidarité gouvernementale (cf. Gauche plurielle), voire obligés de prendre des mesures avec lesquels ils sont en désaccord (OGM, nucléaire, ND des landes...).

Dans tous les cas, le revers de la médaille de la visibilité gouvernementale est bien connu : l’usure du pouvoir et la déception. Elle touchera tous les ministres, et surtout ceux dont on attend qu’ils soient “en pointe”. L’électorat écologiste est souvent plus déçu que d’autres.

3. Des ministres écologistes, pour quoi faire ?

- – des règles claires, des enjeux identifiés, portés par des personnes ;

Lors d’une nomination, c’est avant tout le profil et son adéquation qui sont jugés (personne / poste) ; ensuite, c’est le “style” que donne cette personne au poste qui est évalué (médias) ; enfin, par quelques déclarations, c’est la nature du “contrat” qui lie le/la ministre au gouvernement (et au Président) qui doivent être mis en place rapidement (formule).

- – des victoires possibles, des sujets incarnés

Plutôt choisir peu de ministres à des postes intéressants et qui leur vont bien que plusieurs, avec des “erreurs de casting” ! Et surtout, jauger de la nature de la mission à mener (échecs possibles, écueils, type d’annonces) plutôt que de la position officielle en soi. Il faut que les écologistes puissent avoir des combats et des victoires dans l’exercice du pouvoir.

○ 4. Les écologistes : des spécialistes, ou des politiciens ?

- - des ministres, ou des dirigeants écologistes ?

Un-e ministre est une personnalité exposée, visible, qui doit se consacrer à sa “mission” et non à être porte-parole écologiste, ou du parti. Le mélange des fonctions nuit aux deux rôles et produit une difficulté entre les attentes des militants et celles des électeurs ;

- - qu’est-ce qui motive un-e écologiste en politique ?

Accepter un poste dans un gouvernement, c’est s’exposer à la critique et à une perception de carriérisme ; seul l’action ministérielle et la communication autour permettent de faire de “bons ministres” dans l’opinion ; il est nécessaire d’avoir une justification (communication) de la bonne adéquation entre la personne (écologiste) et le poste.

- - quels ministres, pour quel équilibre du gouvernement (autre que politique) ?

Chaque ministre écologiste qui ne serait pas ministre de l’écologie devra justifier de sa crédibilité et de sa nécessité dans le poste ; non seulement son passé et son image seront évalués à cette aune, mais aussi le rapport avec les autres ministres (compétence, parcours, etc.) et avec d’autres personnalités qui seraient perçues mieux armées, plus crédibles, etc. Les ministres écologistes doivent trouver le moyen de “faire leur place”, par rapport à l’ensemble du gouvernement.

○ 5. Quel type de contrat passer avec le PS et ses alliés ?

- - une règle du jeu claire : quelles limites à la cohésion gouvernementale ?

La nécessité de poser des règles du jeu à la participation d’écologistes est une évidence. Pour autant, il faut pouvoir à la fois annoncer les objectifs et les moyens à atteindre, mais aussi ne pas apparaître comme les “grincheux” d’un gouvernement nouveau… Une formule à reprendre au fil des mois serait le plus efficace, sur le mode : points de satisfaction / points encore insatisfaisants (mais on y travaille) ; ce qui pourrait aussi donner une façon de s’adresser au public sur un mode : point d’étape du mandat.

- - le syndrome “gauche plurielle” et ses effets

L’histoire des relations entre Écologistes et Socialistes est ancienne, à la fois dans les territoires, mais aussi au gouvernement, entre 1997 et 2002. Ce passé pèse encore lourd dans les esprits des dirigeants actuels (au PS, surtout). Il faut donc pouvoir en tirer des enseignements : sur le syndrome de solitude, les risques de déstabilisation, le problème de la “cohésion gouvernementale”, etc. Et cela pas seulement avec le PS, mais aussi ses alliés (PRG, FG..), qui seront d’autant plus remontés contre les écologistes qu’ils les verront comme des concurrents directs (et illégitimes !)

- - au delà des ministres et des députés : d'autres lieux d'influence possibles !

Enfin, un point très important et souvent négligé. Un accord de gouvernement ne comporte pas que des ministères, en pratique. Et pour des écologistes, il peut être plus important de gagner des lieux d'influence nombreux et adaptés à leurs compétences et ressources, plutôt que de se focaliser sur un ministère supplémentaire, sans avoir les ressources nécessaires.

D'autres lieux de pouvoir sont indispensables, pour le court et le long terme : agences, organisations, réseaux, entreprises publiques, comités divers, etc.

Il est urgent de faire la liste des postes ou des organismes qui pourraient aider à faire avancer la "conversion écologique" dans les esprits : fondation, éducation populaire, loisirs, sports, santé, environnement, économie, etc.

ECOLO : motion votée par le conseil de fédération pour entamer les négociations avec le PS et le CDH à l'issue des élections régionales de juin 2009

« Le Conseil de fédération réuni à Namur ce 15 juin 2009 donne mandat au Secrétariat fédéral pour entamer des négociations avec PS et CDH (Centristes) afin de former les Gouvernements de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre du dispositif adopté par le CF en date du 15 mai 2009.

Le Conseil de fédération valide les trois conditions proposées par le Secrétariat fédéral :

- cette négociation doit nous mener à avancer significativement par rapport à l'ensemble de nos priorités environnementales, sociales, économiques, éducatives et doit aussi concrétiser les engagements de réforme des pratiques politiques ;
- la symétrie entre Communauté française, Région wallonne et Région de Bruxelles-Capitale conduit à solidariser nos participations au sein de ces Gouvernements ;
- Ecolo continuera à agir de façon tout à fait autonome de tout autre parti dans les semaines, dans les mois et dans les années qui viennent.

L'évolution de cette négociation fera l'objet du suivi prévu par le dispositif défini par le Conseil de fédération en date du 15 mai 2009, et notamment au Conseil de fédération du 26 juin 2009.

Le cas échéant, les résultats des négociations seront présentés en AG, qui se prononcera ensuite sur la participation. »

(pour info, la négociation des contrats de gouvernement s'est achevée un mois après, mi juillet 2009 et a fait l'objet d'un vote en Conseil de fédération).

Pour une stratégie de reconquête.

par Laurent Audouin, David Belliard, Delphine Bonnet, Pascal Canfin, François Desriaux, Agnès Michel, Christophe Najdovski, Jean-Philippe Pillemand, Sandrine Rousseau, Eva Sas

Nous avons âprement défendu la candidature d'Eva Joly à l'élection présidentielle, et nous ne regrettons rien de ce combat, tant nous sommes convaincus que l'écologie ne saurait être absente de cette importante période démocratique. Face à l'enchevêtrement des crises économique, sociale et environnementale, la vision d'une société écologiste doit d'être défendue en toute occasion, car la transformation radicale de notre modèle de société est la meilleure réponse à l'attente de millions de nos citoyens.

En ce mois d'avril 2012, cette attente ne se concrétisera sans doute pas par un vote massif en faveur de notre candidate. Nous ne pouvons que regretter la faible audience de l'écologie dans le débat public, et nous préparer à repartir à la conquête de l'électorat dans le cadre d'une configuration politique nouvelle. Certes, les élections législatives contribueront sans doute à rééquilibrer le faible score des présidentielles, mais la dynamique favorable que nous avons connue depuis les élections européennes est stoppée. Nous sortirons vraisemblablement affaibli de cette séquence électorale : la question de la participation gouvernementale se pose donc dans un contexte très défavorable.

D'autres contributions poseront le débat sur les conditions permettant d'accepter ou de décliner une participation, un choix que le Conseil Fédéral aura la responsabilité de trancher. Notre réflexion se concentre sur les mesures à prendre pour nous placer dans une stratégie de reconquête. Car la participation ne peut avoir de sens que si elle permet de retrouver une dynamique positive pour notre mouvement et de remettre l'écologie au cœur du débat public. En d'autres termes, préparer les futurs succès électoraux et obtenir rapidement des avancées significatives.

Pour cela, nous devons faire valoir nos spécificités et notre capacité à mener des politiques au plus haut niveau. Il est donc essentiel d'aborder cette prochaine phase non pas sur un mode défensif, en égrenant nombre de conditions à la participation gouvernementales impossibles à tenir, mais bien en définissant les éléments d'une stratégie résolument offensive. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous en identifions quatre :

1. Tout d'abord, **le respect de l'accord préalable aux élections présidentielles et législatives voté par les deux partis**. Il s'agit d'un accord de mandature mais qui comprend des propositions phares pour qui gouverne le pays. Comme déjà énoncé, il reviendra au Conseil Fédéral d'évaluer si la plateforme de gouvernement proposée est ou non en phase avec cet accord et avec l'ambition transformatrice de l'écologie politique.
2. **Le parti doit être renforcé, son autonomie politique garantie**. EE-LV ne doit pas devenir un mouvement de godillots, qui ne ferait que conforter une solidarité gouvernementale béate. Au contraire même, EE-LV doit s'inscrire dans une logique de « solidarité critique ». Une des leçons tirée des gouvernements Jospin est que le parti doit rester une force autonome, capable de peser de l'extérieur lorsque les ministres écologistes pourraient être confrontés aux exigences de la solidarité gouvernementale. Ainsi, le poste de secrétaire national doit être occupé par une personnalité reconnue, capable à la fois d'exister politiquement sur la scène nationale et de consolider le fonctionnement du parti. En outre, le travail de tissage avec la société civile et d'élaboration programmatique doit continuer, en y affectant les moyens matériels et financiers nécessaires, afin qu'EE-LV puisse porter, via nos parlementaires notamment, des propositions

tout au long du quinquennat.

3. **Nous devons pouvoir compter pour les cinq prochaines années sur un groupe parlementaire, à l'Assemblée comme au Sénat**, et le choix d'éventuels ministres doit intégrer cet impératif. Qu'ils soient ou non en position charnière, les deux groupes constitueront un atout essentiel pour faire des propositions et, le cas échéant, s'opposer à des réformes qui iraient à l'encontre du projet écologique. En outre, les futurs parlementaires doivent s'engager à travailler en étroite relation avec le parti, ses commissions et ses délégués thématiques, afin de favoriser les échanges d'informations et de construire des positions étayées.
4. Enfin, **notre stratégie doit pouvoir être régulièrement discutée collectivement entre les trois éléments du triptyque parlementaires / ministres / parti**. Pour cela, la conférence prévue lors du congrès de la Rochelle pour faire le bilan et adapter notre stratégie doit impérativement être maintenue. Des réunions inter-groupes sénat / assemblée nationale, la présence aux réunions de groupe du ou de la secrétaire nationale ou de son ou sa représentante, des rencontres régulières BE/ groupes d'élus/ ministres participeront d'une dynamique de coopération et d'échanges. Enfin, le conseil fédéral doit pouvoir être saisi, si le gouvernement proposait des mesures en rupture avec notre projet et nos valeurs, sur la nécessité de continuer ou pas une participation au gouvernement. Nos futurs ministres doivent s'engager à considérer ses décisions comme contraignantes.

Ces conditions nous semblent être essentielles à la conduite d'une véritable stratégie de reconquête. L'enjeu est que l'écologie sorte renforcée de cette mandature, et non pas affaiblie ou pire, décrédibilisée. Elles s'appuient sur une analyse réaliste de la situation politique et marquent notre volonté, toujours intacte, d'emporter l'adhésion autour de la radicalité de nos propositions. Pour retrouver une dynamique, nous devons continuer le travail d'ouverture vers d'autres mouvements ou personnalités qui nous sont proches, de créer les conditions d'une discussion régulière avec un certain nombre de représentant-e-s de grandes associations, ONG ou syndicats pour entretenir la confiance et les conditions du débat et du dialogue, et de favoriser la formation des militantes et des militants, tout comme celle de nos cadres, en profitant de cette séquence pour faire émerger de nouveaux visages. Tout cela nécessitera la mise en place d'une réelle stratégie de discussion et de débat avec la société civile, qui sera aussi un moyen de donner un nouveau souffle à la coopérative.

Une participation gouvernementale des écologistes aux gouvernements de François Hollande peut-elle permettre d'accroître la place de l'écologie politique en France?

par Lucile Schmid

Les discussions que nous avons, nous écologistes, venus d'horizons multiples, ayant une relation et des convictions politiques différentes sur l'exercice du pouvoir et la capacité de la gauche et des écologistes à maintenir le cap des valeurs et de l'idéal face au principe de réalité sont passionnantes. Il s'agit de débats fondateurs dont la conclusion définitive n'existe pas. Leur importance tient aujourd'hui à trois éléments de contexte très forts : le premier est celui de la crise économique et sociale grave, durable et mondiale que nous traversons, le second est celui de la signature avec le parti socialiste d'un accord programmatique et électoral qui jette les bases d'un partenariat à confirmer, le troisième est le fait que la campagne présidentielle que nous venons de vivre n'a pas donné de véritable place à l'écologie. C'est donc plutôt au nom de la raison, et du « fait qu'on ne pourrait pas faire autrement » que le principe d'une participation gouvernementale est envisagé. Sans illusions, sans espoirs et pour ne pas tout perdre. Et en ne pensant pas que l'écologie puisse en être véritablement renforcée.

Je crois que nous ne pouvons nous inscrire dans cette vision a minima. L'objectif doit être au travers d'une participation aux gouvernements de François Hollande de renouer avec la dynamique d'Europe écologie les Verts (1) en offrant à notre projet d'autres espaces et une possibilité d'incarnation nationale, mais en s'efforçant d'en organiser les modalités et en utilisant toutes les possibilités qu'offre une meilleure influence parlementaire (2).

1) Pourquoi participer aux gouvernements en cas de victoire de François Hollande ?

Ces derniers mois ont illustré les fluctuations de l'espace de l'écologie politique. Celui-ci est loin d'être stabilisé. Les engagements des Verts sont anciens, mais la progression d'EELV en 2009/2010 marquait une nouvelle époque. Après un résultat moyen aux présidentielles, comment la participation gouvernementale peut-elle relancer la dynamique?

La campagne qui vient de s'achever a montré que nous devons améliorer notre image auprès de la société sur plusieurs points essentiels : la crédibilité et le réalisme de notre projet sur les questions économiques et sociales, notre capacité à exercer des responsabilités nationales, notre aptitude à parler à l'ensemble de la société.

J'en prendrai deux exemples à travers les témoignages et les émotions d'une campagne de terrain. Aujourd'hui encore, cet électeur précaire car retraité après une vie passée à Rungis aux fruits et légumes, croisé dans un marché d'une banlieue privilégiée, m'a dit : « je voterai Eva Joly car c'est la plus sincère mais heureusement qu'elle ne sera pas élue. Ça nous coûterait trop cher. » Face à cette conviction, souvent irrationnelle mais fondée sur un quotidien difficile, la participation aux responsabilités devient la meilleure (et peut-être la plus efficace) manière de convaincre le plus grand nombre. Autre exemple, ce café débat organisé sur le thème « comment changer les règles du jeu économique ? ». Echanges passionnants autour des sujets de l'Europe, des institutions internationales, de l'innovation. A la fin de cette soirée, l'une des personnes présentes me glisse : « quelle belle soirée. Mais comme on est loin de la politique quotidienne ».

A travers ces témoignages, nous comprenons bien que la question du passage à l'acte et de l'exercice des responsabilités est encore plus importante pour les écologistes qui prônent la transition d'un modèle à un autre, la transformation des systèmes économique, politique et sociaux que pour ceux qui s'accommodent des règles du jeu traditionnelles. Pour réaliser notre projet, notre vocation, notre idéal, nous devons dès que cela est possible nous confronter au réel et y imprimer notre marque. C'est aussi le moyen de convaincre tous ceux qui pensent que l'écologie n'est pas pour eux. Pas pour eux, car

destinée aux privilégiés, pas pour eux car destinée aux intellectuels. L'exercice des responsabilités gouvernementales doit d'abord être un moyen de bousculer la pensée dominante, d'interpeller tous ceux qui ne font pas partie de nos fidèles.

La campagne que nous venons de vivre a en effet illustré l'ampleur des résistances qui existent dans le système économique et social, au sein des élites technocratiques et industrielles, et sans doute même l'inconscient collectif de notre pays à la mise en œuvre d'un projet écologique.

La place de l'écologie oscille encore entre simple supplément d'âme, responsabilités locales ou débats européens là où le modèle français du pouvoir ne s'applique pas. Les commentaires sur l'accord avec le PS mettant l'accent sur notre opportunisme ou la hargne de certaines grandes entreprises énergétiques ont montré que la possibilité offerte aux écologistes d'accéder à des responsabilités parlementaires dérangeait les images d'Epinal du paysage politique français. Aux écologistes les responsabilités locales et parfois quelques ministères, à la droite ou la gauche selon l'alternance, le gouvernement du pays.

Pour faire bouger ses lignes, la participation gouvernementale est un levier important. C'est en effet dans la réalité d'une pratique des responsabilités qu'on peut faire bouger certains préjugés et entamer la réforme d'un système économique et politique à bout de souffle. C'est l'occasion de pouvoir débattre et participer aux décisions tout en utilisant les pouvoirs d'interpellation et de pression que nous donnent les associations, le parti et les élus d'EELV partout où ils sont présents. Aller au gouvernement ne veut pas dire que nous ne pourrions plus être nous-mêmes. Cela signifie au contraire que nos capacités d'information, de relais et de négociation seront amplifiées.

Cette participation se ferait dans un contexte de crise qui doit être analysé. La crise réduit les marges de manœuvre, pèse sur le projet politique, crée une ambiance étrange où toute proposition doit être pesée à l'aune de son coût, sans pouvoir en règle générale être replacée dans un projet global et une vision de moyen terme. Pour que l'approche écologiste où le long terme se conjugue à une autre vision économique trouve sa place, nul doute qu'il faudra d'emblée proposer d'autres solutions, ne pas hésiter à porter au niveau gouvernemental une approche inspirée des pratiques des écologistes dans les collectivités locales où ils sont en responsabilité. Sérieux et assiduité, pratiques démocratiques ..et créativité politique permettant de trouver dans la société de nouveaux relais et de remobiliser des fonctionnaires dont la dignité professionnelle a été laminée par 5 ans de sarkozysme. Il est essentiel dans ce contexte très contraint de définir une juste relation avec les services de l'Etat. Leur expertise est précieuse mais l'articulation entre responsabilités ministérielles et administratives doit laisser le dernier mot au politique.

Mais la crise c'est aussi la crise démocratique. Combien de jeunes n'ont pas été voter à l'élection présidentielle ? Combien de personnes en situation de précarité ne se sont pas déplacées ? Participer au gouvernement pour les écologistes c'est assumer aux yeux de tous des parcours et un discours différents qui peuvent contribuer à redonner confiance dans ceux qui exercent des responsabilités politiques. Si nous voulons vraiment changer les institutions et revitaliser notre démocratie cette participation gouvernementale est un acte symbolique important.

2) Quelles modalités pour cette participation gouvernementale ?

Plutôt que de raisonner en strict rapport de forces, on peut envisager cette participation gouvernementale dans un rapport avec les socialistes (et singulièrement François Hollande) où chacun y trouverait un avantage. Par ailleurs la participation gouvernementale doit être envisagée dans la durée ; au lendemain du 6 mai, au lendemain des législatives, après 100 jours d'exercice des responsabilités etc. Elle doit se construire dans le temps et s'évaluer de manière continue en lien avec le parti et les coopérateurs, et l'ensemble des élus. Surtout si dans les critères de cette évaluation de la portée de la participation gouvernementale nous prenons en compte le calendrier européen comme tout doit nous y inciter.

- *La question programmatique*

Cette question essentielle devrait être traitée en deux temps : au lendemain de la victoire de François Hollande, la réaffirmation que le contenu de l'accord entre EELV et le PS sera mis en œuvre avec la perspective de lui donner une déclinaison concrète en termes de projets de loi et de calendrier d'ici la fin de l'année 2012, puis ensuite un travail interministériel, aura lieu en ce sens au niveau du Premier ministre.

Nous devons pouvoir porter auprès des socialistes la conviction qui est la nôtre qu'en 2012 renouer avec l'exercice du pouvoir pour la gauche et les écologistes c'est porter des valeurs et un projet propre malgré la crise. Car sinon n'est-ce pas seulement préparer le retour de la droite, entériner l'injustice et la misère sociale, et l'absence de vision écologique de long terme ?

- *Les responsabilités ministérielles*

L'écologie pour les écologistes, c'est bien. Mais l'accès à des responsabilités économiques et sociales serait aussi une bonne manière de démontrer nos compétences et de convaincre que nos idées s'inscrivent dans le réel. Les affaires européennes, l'immigration et la lutte contre les discriminations, le logement, les relations avec un parlement exerçant la plénitude de ses pouvoirs, un ministère économique ou industriel voilà autant de perspectives qui intéressent les écologistes.

- *Le lien avec les groupes parlementaires*

En se plaçant dans l'hypothèse que nous aurons un groupe à l'Assemblée nationale, nos relais dans les deux assemblées devraient nous permettre une coordination de notre présence au gouvernement et de notre activité parlementaire qui renforcera notre visibilité nationale. De même pour la coordination avec les députés européens.

- *La relation avec le parti, la coopérative, les associations, la mouvance écologiste*

Dans l'histoire de la gauche au pouvoir, les partis ont rarement joué le rôle qui aurait dû être le leur : garant des valeurs et d'une ligne conforme à celles-ci, actif pour conserver au projet son importance, animateur du débat public autour des pratiques du pouvoir etc. Dans le cas d'EELV parti en forte résonance avec la société cette fonction est d'autant plus importante. Elle devra être réfléchie et définie rapidement en cas de participation gouvernementale. L'interactivité entre le parti et ses représentants ayant des responsabilités ministérielles est essentielle.

Aller au gouvernement oui. Mais pour quoi faire ? Aller au gouvernement oui. Mais pour y changer trois choses : la hiérarchie des priorités gouvernementales, l'image que les Français se font des politiques et la place qu'ils accordent à l'écologie politique, les liens entre la décision politique et les aspirations sociales.

Nous savons que cela prendra du temps. Peut-être une génération. Nous savons aussi qu'il est temps pour l'écologie politique d'être visible lorsqu'il s'agit d'assumer des responsabilités nationales. Pour changer la culture du pouvoir. Pour ouvrir un espoir. Pour passer aux actes.